

Baromètre sur la performance économique et sociale des start-up, fonds de capital-risque et structures d'accompagnement français

ÉDITION 2025

France  Digitale

 EY

- p.03 Le résumé des résumés
- p.05 L'écosystème start-up en 2025
- p.18 L'écosystème VC en 2025
- p.23 L'écosystème d'accompagnement
des start-up en 2025
- p.28 Ces grandes tendances qui vont avoir
un impact sur l'écosystème

1

Le résumé des résumés





Maya Noël
Directrice Générale
@France Digitale

[LinkedIn](#)


Franck Sebag
Managing Partner
& Fast Growing
Companies Leader
@EY France

[LinkedIn](#)

Les start-up françaises continuent de croître, mais à un rythme plus lent

En 2025, la France compte 1 200 start-up supplémentaires par rapport à l'an dernier. Elles ont créé près de 50 000 emplois internes et le chiffre d'affaires consolidé mondial moyen a progressé de près de 16 % en un an. L'écosystème d'innovation français continue de croître, c'est indéniable. Cependant, la dynamique globale ralentit, à l'image des données relatives aux levées de fonds au premier semestre 2025 : après plusieurs années de croissance, le capital-risque en France a connu un net ralentissement depuis le début de l'année, les start-up françaises ayant levé près de 2,8 Mds € en six mois. C'est une baisse de 35 % en valeur et de 24 % en volume par rapport à la même période l'an dernier. Or, lever des fonds reste une option prioritaire pour les jeunes start-up, alors que le recours à la dette bancaire ou la recherche de consolidation ne deviennent des options privilégiées que pour les start-up à partir de la série B, plus solides et plus rentables.

Un nouveau frein au déploiement par les VCs de leurs actifs est apparu depuis 12 mois : la baisse de qualité du deal flow, phénomène également souligné par les structures d'accompagnement des start-up. Retour de bâton à la suite des années d'euphorie de la start-up nation qui ont vu de nombreuses start-up se créer et être financées, ou véritable tendance ? Si elle venait à se confirmer dans les prochaines années, elle risquerait d'engager un réel ralentissement de la capacité d'innovation de la France.

Un écosystème troublé par le contexte économique, politique et géopolitique, aussi bien national que mondial...

Craignant une accentuation de l'instabilité politique et de nouveaux arbitrages défavorables dans le prochain projet de loi de finances, l'ensemble de l'écosystème juge le contexte politique et économique national comme particulièrement risqué dans les 12 prochains mois. D'autant plus lorsque les acteurs sont dépendants des financements publics : ces derniers représentent près de 33 % des ressources des structures d'accompagnement des start-up en France.

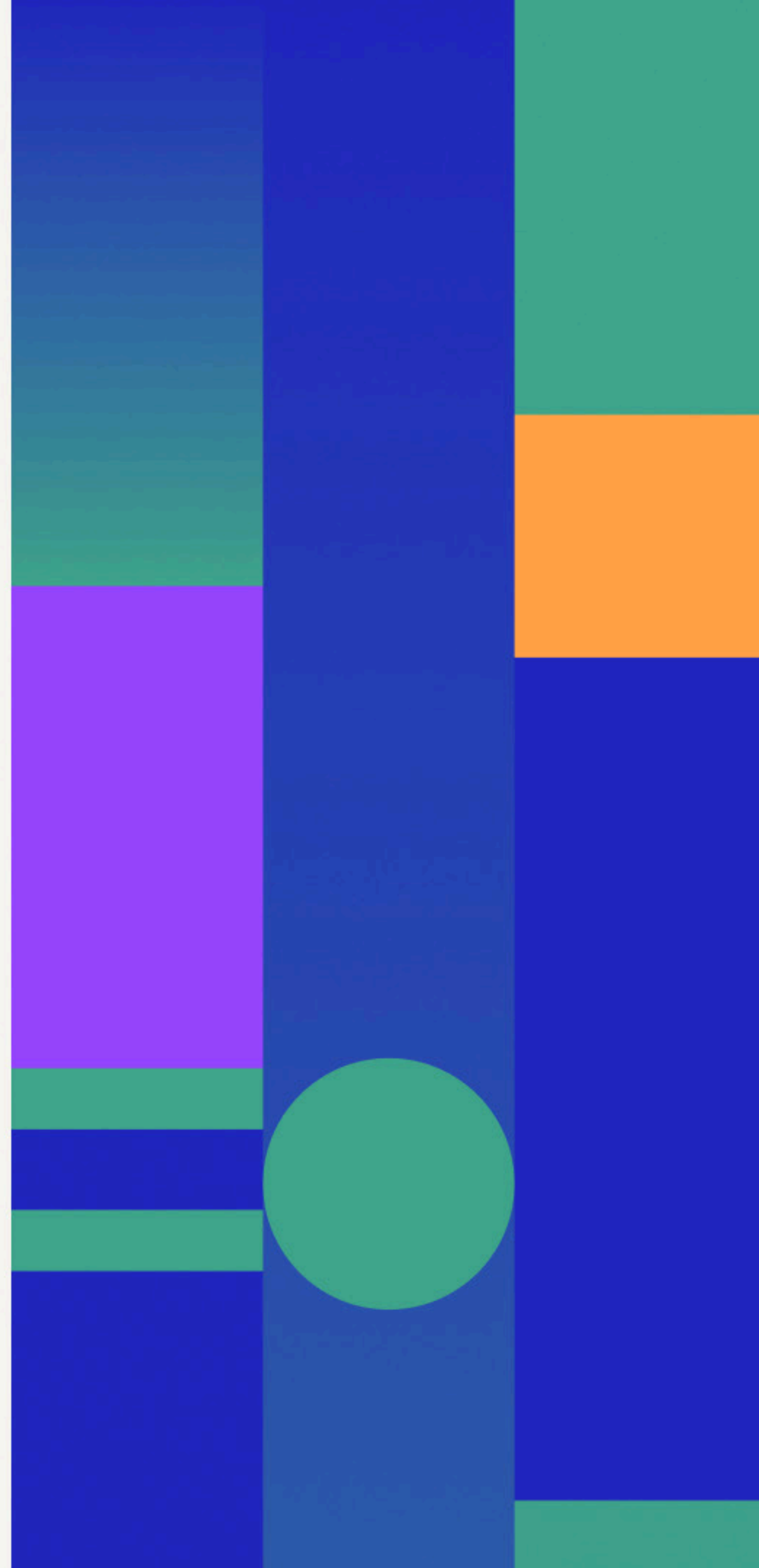
La situation géopolitique et économique à l'international est également source d'inquiétude : l'écosystème a attendu un accord sur les droits de douane, qui risque d'être rendu caduque par l'offensive du président des États-Unis sur les réglementations européennes portant sur les marchés numériques. Les start-up cherchent à contenir leurs inquiétudes face aux risques d'isolement commercial et de ralentissement de leur internationalisation, tandis que les investisseurs s'emploient à préserver l'attractivité de la France et de l'Europe face à la concurrence étrangère.

... mais qui reste résilient, toujours !

Le tableau n'est pas noir : les 12 derniers mois ont été riches en développements technologiques, l'Europe est restée unie face au risque de chaos et les décideurs publics n'ont jamais été aussi motivés pour instaurer une préférence européenne dans la commande publique, mobiliser de l'épargne privée pour financer l'économie réelle ou harmoniser le droit européen pour faciliter l'accès au marché pour nos entreprises. Tout ce dont l'écosystème a besoin pour continuer de se développer, et permettre une véritable compétitivité. On y croit !

2

L'écosystème start-up en 2025



Photographie de l'écosystème start-up au 30 juin 2025

16 200 start-up

7,8 Mds € levés en 2024
2,8 Mds € levés au 1er semestre 2025

Source : Baromètre EY du capital-risque en France

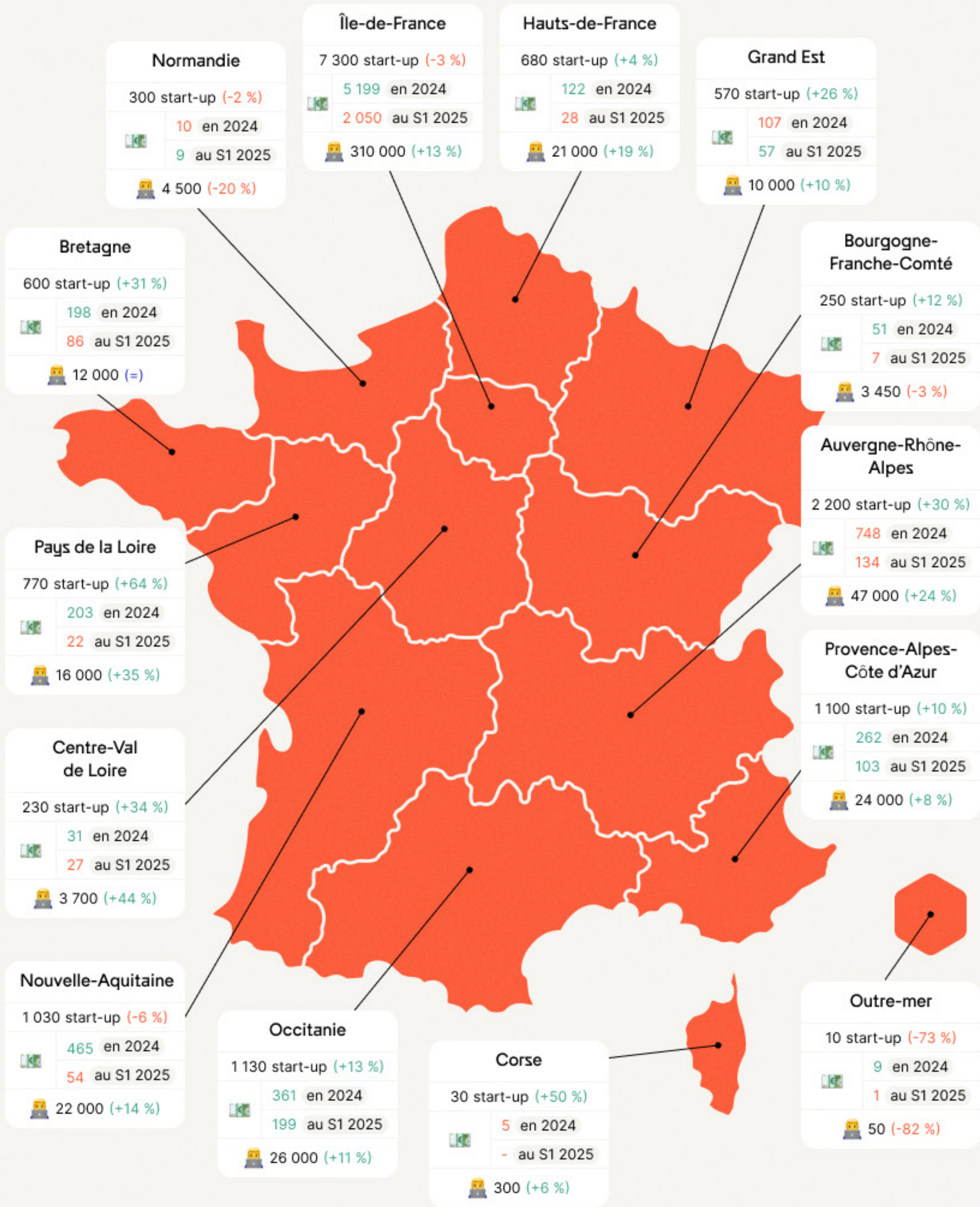
1,450 million d'emplois
(dont 500 000 internes)

Légende

Montants levés en millions d'euros
(en **progression**, **régression** ou **identique**)

Nombre d'emplois internes

Merci à Motherbase pour les données relatives à l'emploi en start-up.



FDÉCODEUR

Les tendances passées et futures

Entre 2024 et 2025, l'écosystème a poursuivi sa croissance avec une création nette de +1 200 start-up sur la période, un rythme en ralentissement par rapport à 2023-2024, période durant laquelle +3 500 start-up avaient vu le jour.

Dans certaines régions, le nombre de start-up recule. L'Île-de-France enregistre ainsi une baisse nette de 200 start-up entre 2024 et 2025, contrastant avec la dynamique positive sur la période précédente (+15 %). Ce repli s'explique notamment par le ralentissement des levées de fonds dans la région au 1er semestre 2025 (-28 % en valeur et -9 % en volume), ce qui a freiné l'accès aux liquidités nécessaires au développement des entreprises.

Sur le plan de l'emploi, l'activité des start-up a généré près de 150 000 emplois internes, directs et indirects en un an (+11,5 %), un rythme inférieur à la période précédente 2023-2024 (+18 %). Néanmoins, les start-up ont dépassé leurs propres prévisions, avec 50 000 recrutements réalisés en un an, soit 10 000 de plus que l'objectif initial.

Une croissance du chiffre d'affaires continue, mais ralentie

Les start-up ont vu leur chiffre d'affaires global augmenter de 16 % entre 2023 et 2024, marquant un net ralentissement par rapport à la période 2022-2023 (+27 %).

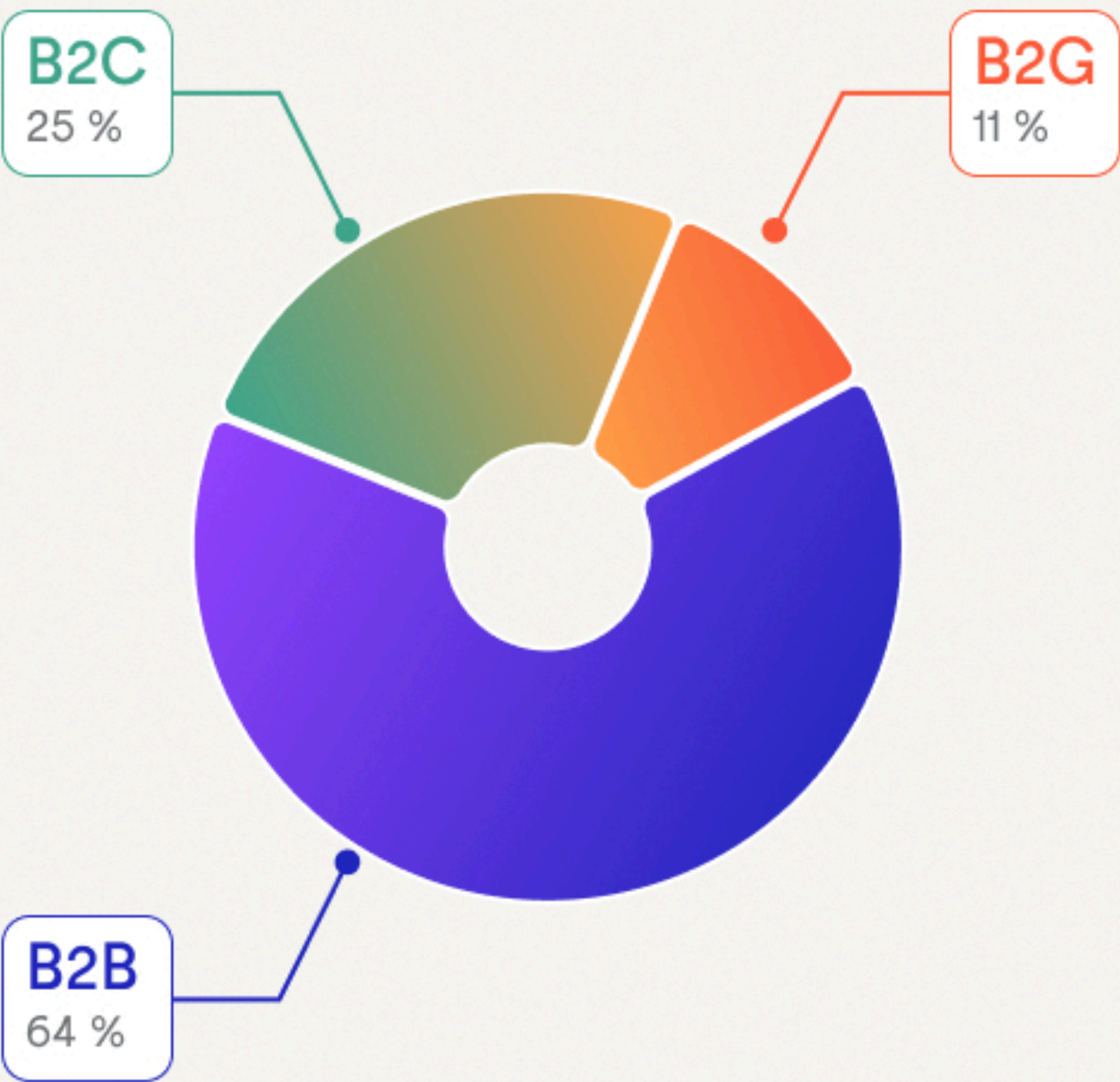
46 % du chiffre d'affaires des start-up est réalisé à l'international (+6 % par rapport à la période précédente), en particulier l'Europe (+7 %), qui, dans un contexte politique et économique national instable, offre un terrain de jeu avec davantage de potentiel que la France. À l'inverse, cette dernière perd 6 points dans la répartition du chiffre d'affaires des start-up.

Cette évolution reflète un contexte marqué par la baisse de la consommation des ménages et par des incertitudes politiques, économiques et géopolitiques.

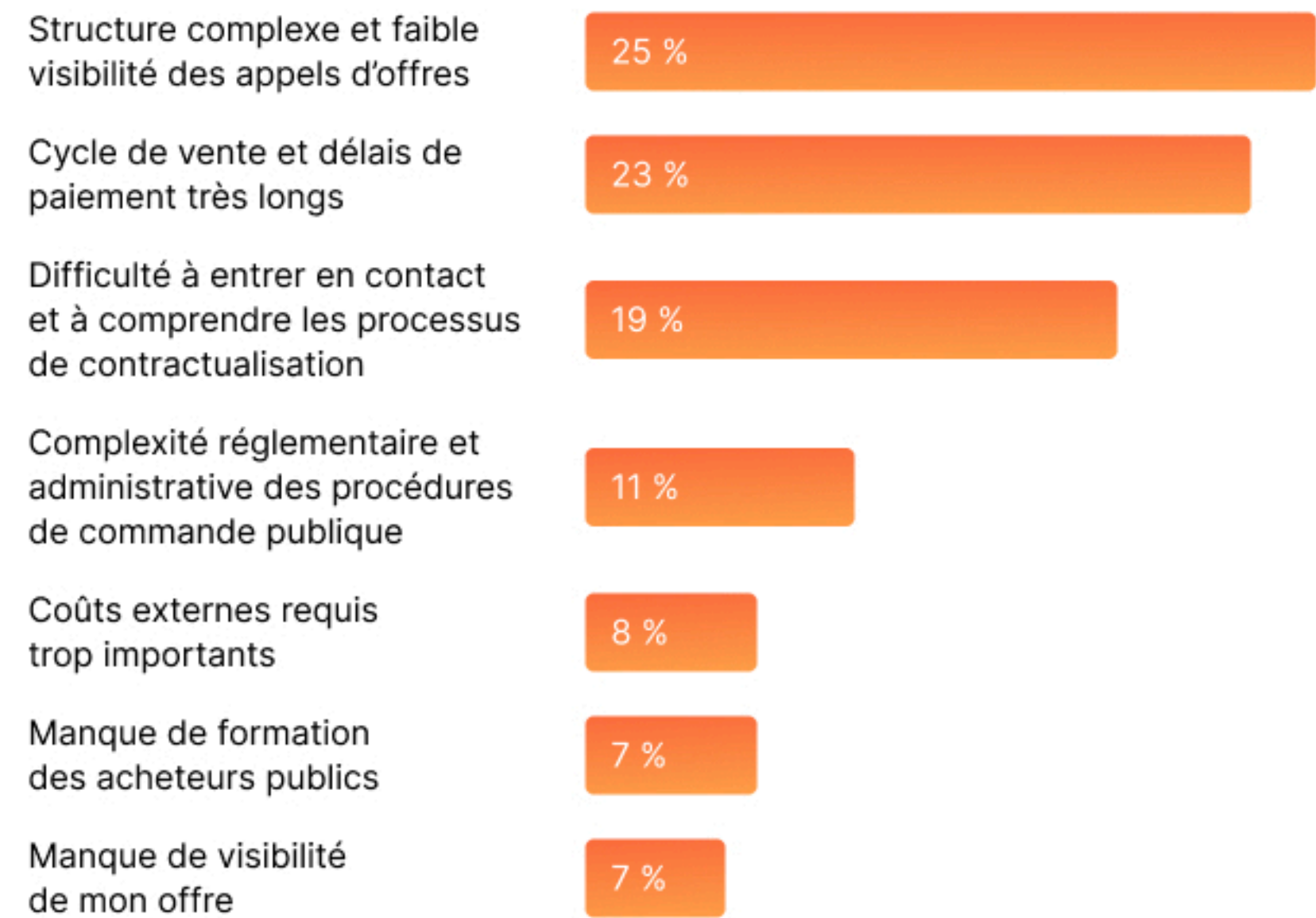


Qui sont les clients des start-up ?

Les grands groupes sont les plus grands contributeurs au chiffre d'affaires des start-up, devant les ETI et PME, le B2C, le secteur public et les start-up, qui ferment la marche.



Quelles sont les plus grandes difficultés des start-up pour contractualiser avec les acheteurs publics ?



PAROLE AUX ENTREPRENEURS

« La commande publique représente 14 % du PIB européen. Il est impératif de moderniser ses règles afin qu'elle devienne un levier de croissance pour les start-up et que nous puissions jouer avec les mêmes règles que nos concurrents américains et asiatiques. »

Jade Francine, co-fondatrice de WeMaintain, vice-présidente de France Digitale

FDÉCODEUR

2026 : l'année pour faire avancer la préférence européenne dans les marchés publics

Les start-up ont besoin de clients, notamment publics. Or, en France, elles ne captent que 1,4 % des achats publics. Pour y remédier, deux échelons, deux solutions :

1. Profiter de la prochaine révision des directives européennes sur les marchés publics pour introduire un véritable principe de préférence européenne.

► Retrouvez les propositions de France Digitale

2. Simplifier le code de la commande publique et les procédures d'appel d'offres en France, et améliorer les conditions d'exécution des contrats de sorte que les start-up ne soient plus pénalisées par des clauses d'entrée, des cycles de vente et des délais de paiement inadaptés à leur quotidien.

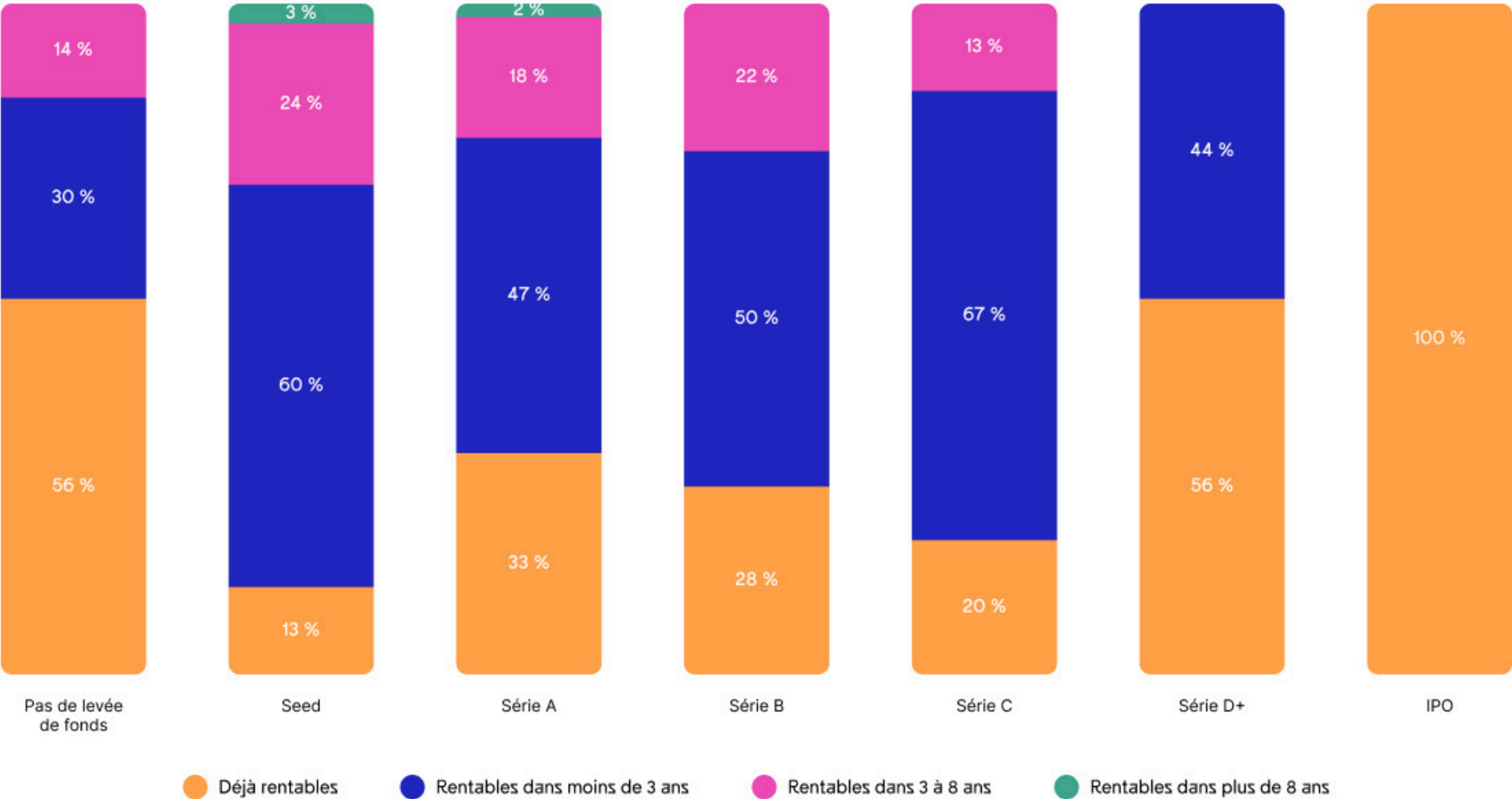
► Retrouvez les propositions de France Digitale

La rentabilité, un objectif qui reste atteignable

80 % des start-up sont déjà rentables ou envisagent de l'être d'ici 3 ans.
C'est le même ratio qu'en 2024, ce qui prouve la résilience de l'écosystème malgré le contexte actuel.

50 % des sociétés du Next40 sont déjà rentables.

Horizon de rentabilité par stade de levée



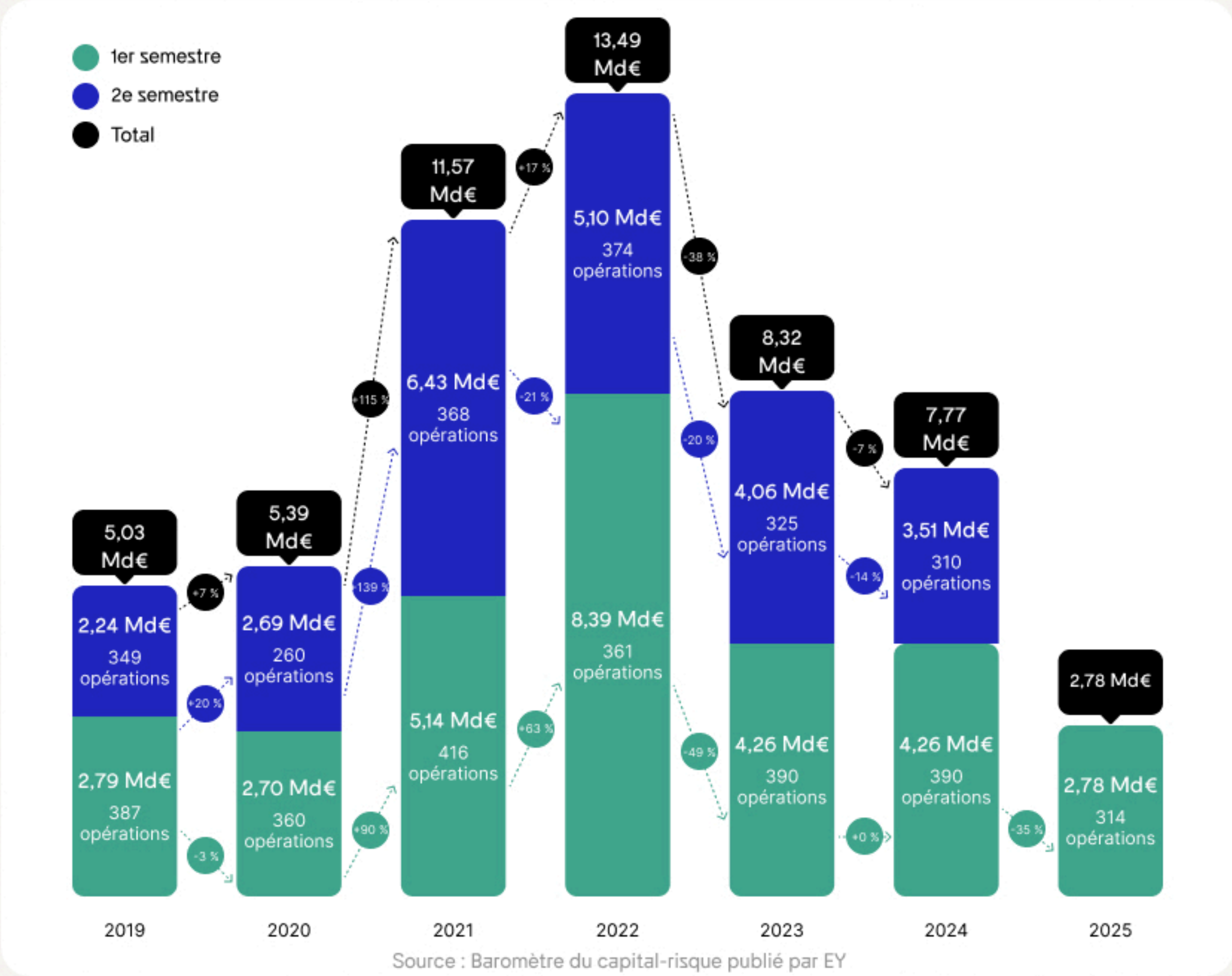
En seed : 13 % des start-up sont déjà rentables et 60 % devraient l'être à court terme. Cela traduit un véritable changement d'état d'esprit des fondatrices et fondateurs, qui cherchent désormais plus tôt à valider un modèle économique viable.

En Séries A et B : en moyenne, un tiers des start-up à ces stades sont rentables et près de 50 % devraient le devenir dans les trois prochaines années, confirmant une trajectoire de maturité progressive.

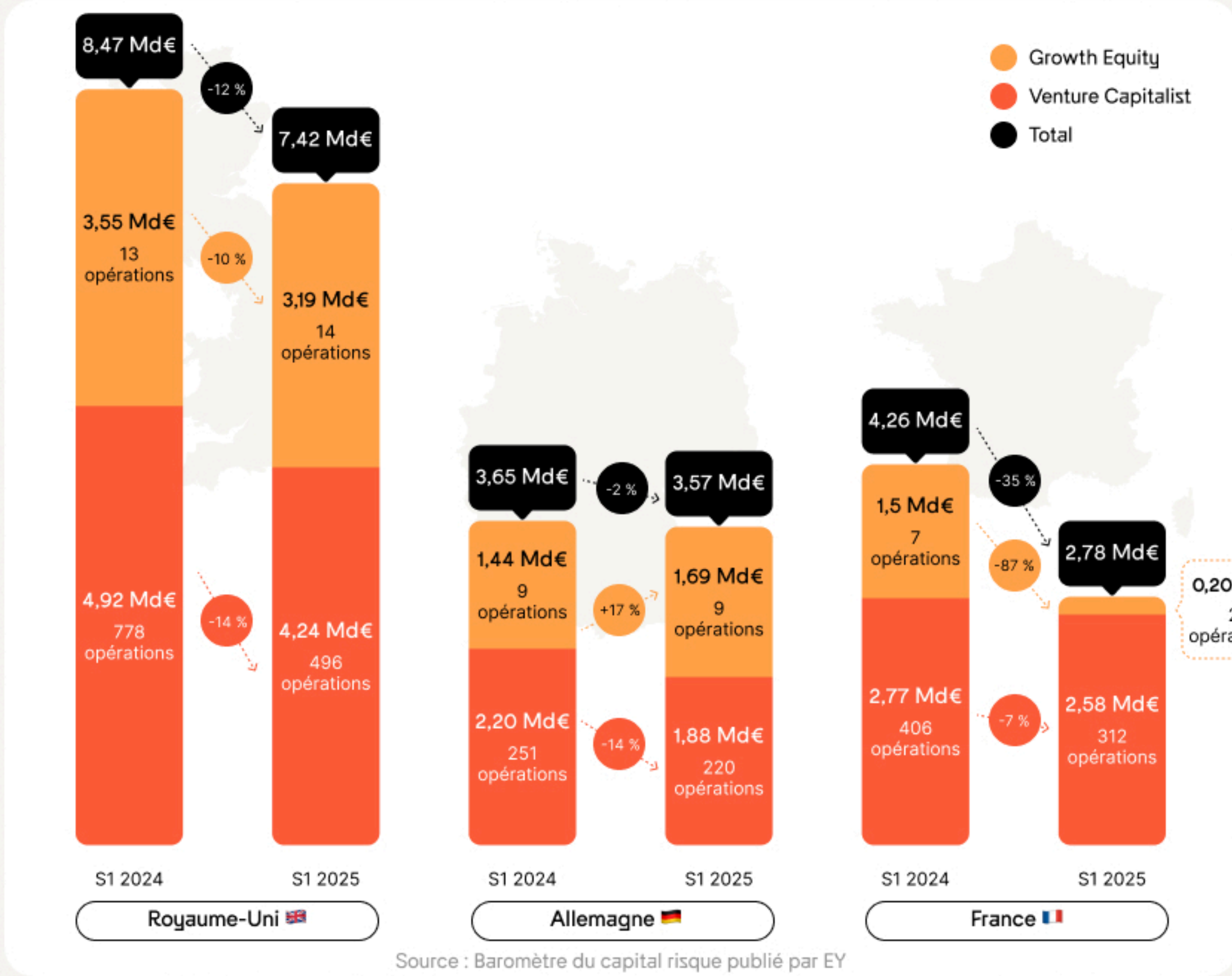
En Séries D+ : parmi les entreprises ayant levé les montants les plus importants, plus de la moitié sont déjà rentables, à l'image des champions du Next40 (hors deeptech), démontrant la solidité de leur modèle économique.

Le financement des start-up décroche au S1 2025

Après plusieurs années de croissance, **le capital-risque en France connaît un net ralentissement en 2025**, sur fond d'incertitudes politiques et de faible dynamisme économique. Dans un contexte où les perspectives de sortie se dégradent, les fonds adoptent une posture plus conservatrice, privilégiant la rétention de leurs actifs. 314 start-up françaises ont levé 2,8 Mds € au premier semestre 2025, soit une baisse en valeur de 35 % et de 24 % en volume.



À l'échelle européenne, **la France cède sa première place au profit de l'Allemagne**, qui creuse l'écart avec 3,6 Mds € levés, portée par un marché du growth equity en hausse de 17 %, malgré un léger recul global. La France, elle, subit une forte chute des méga-tours (>100 M€), en baisse de 87 %. Le Royaume-Uni reste en tête en nombre d'opérations, dépassant la France et l'Allemagne.

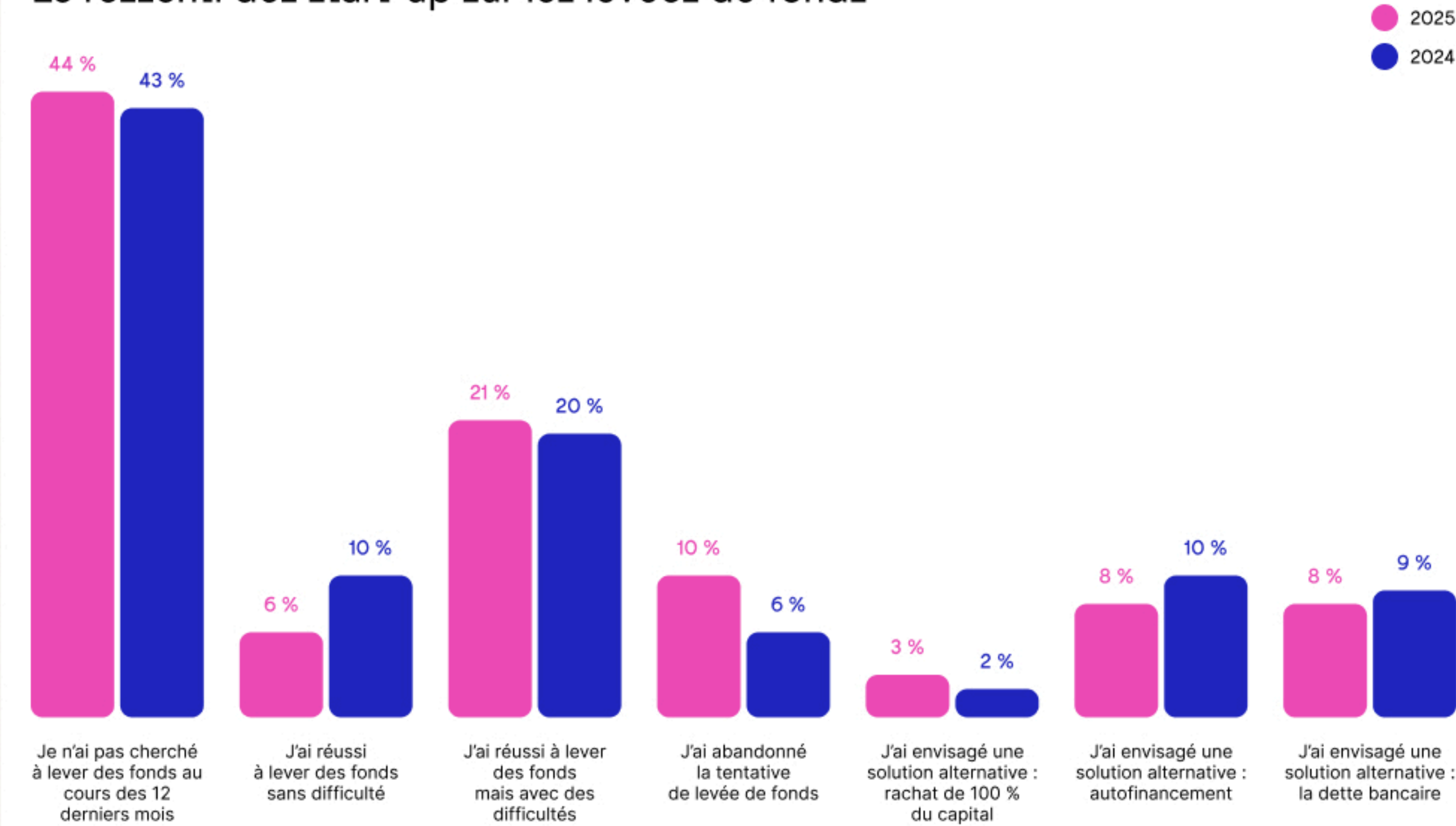


Des levées plus rares et moins importantes, dès la série A

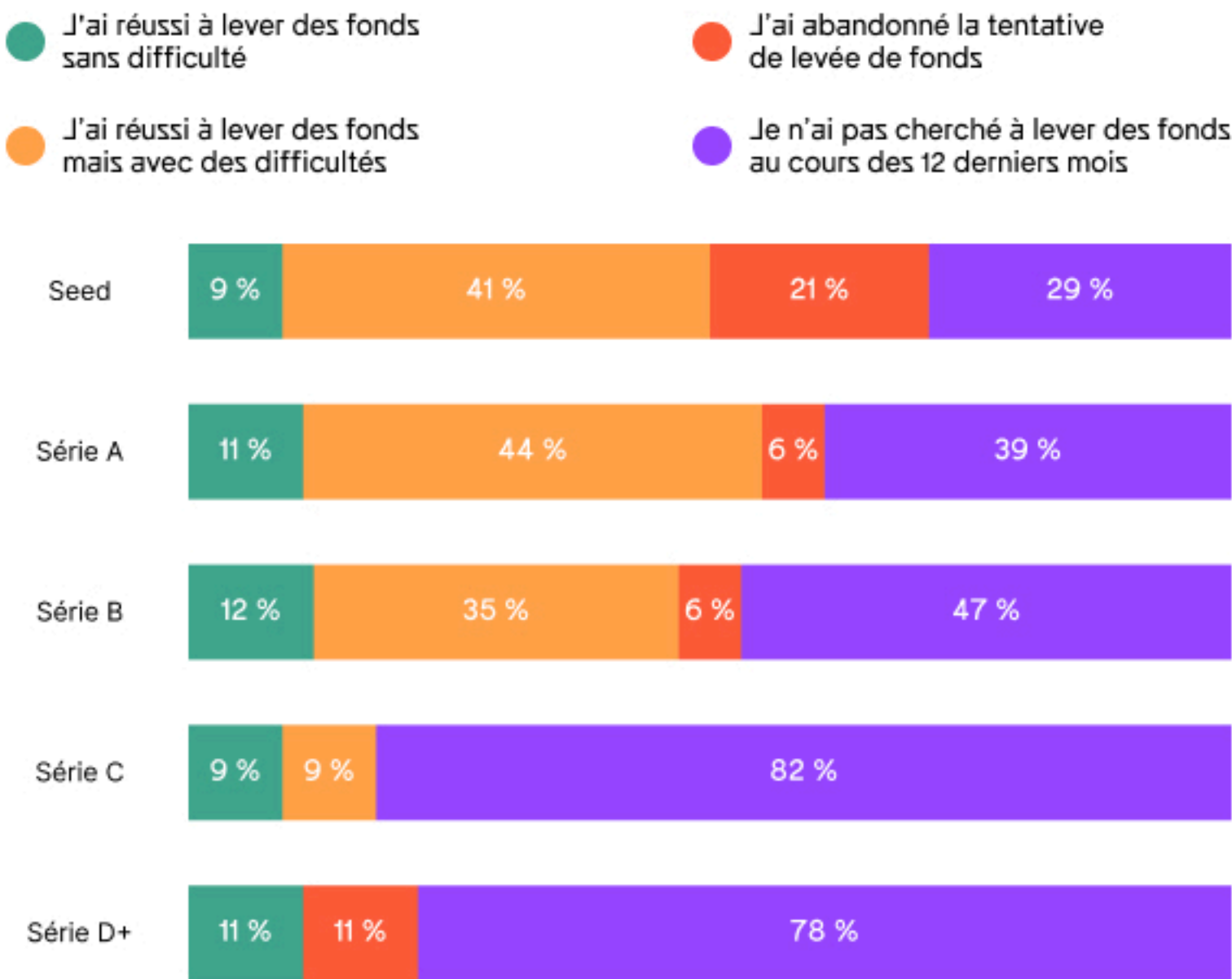
27 % des start-up ont réussi à lever des fonds au cours des 12 derniers mois (c'est 3 points de moins que l'an dernier).

10 % ont renoncé (c'est 4 points de plus que l'an dernier).

Le ressenti des start-up sur les levées de fonds



Le ressenti en fonction du stade de maturité

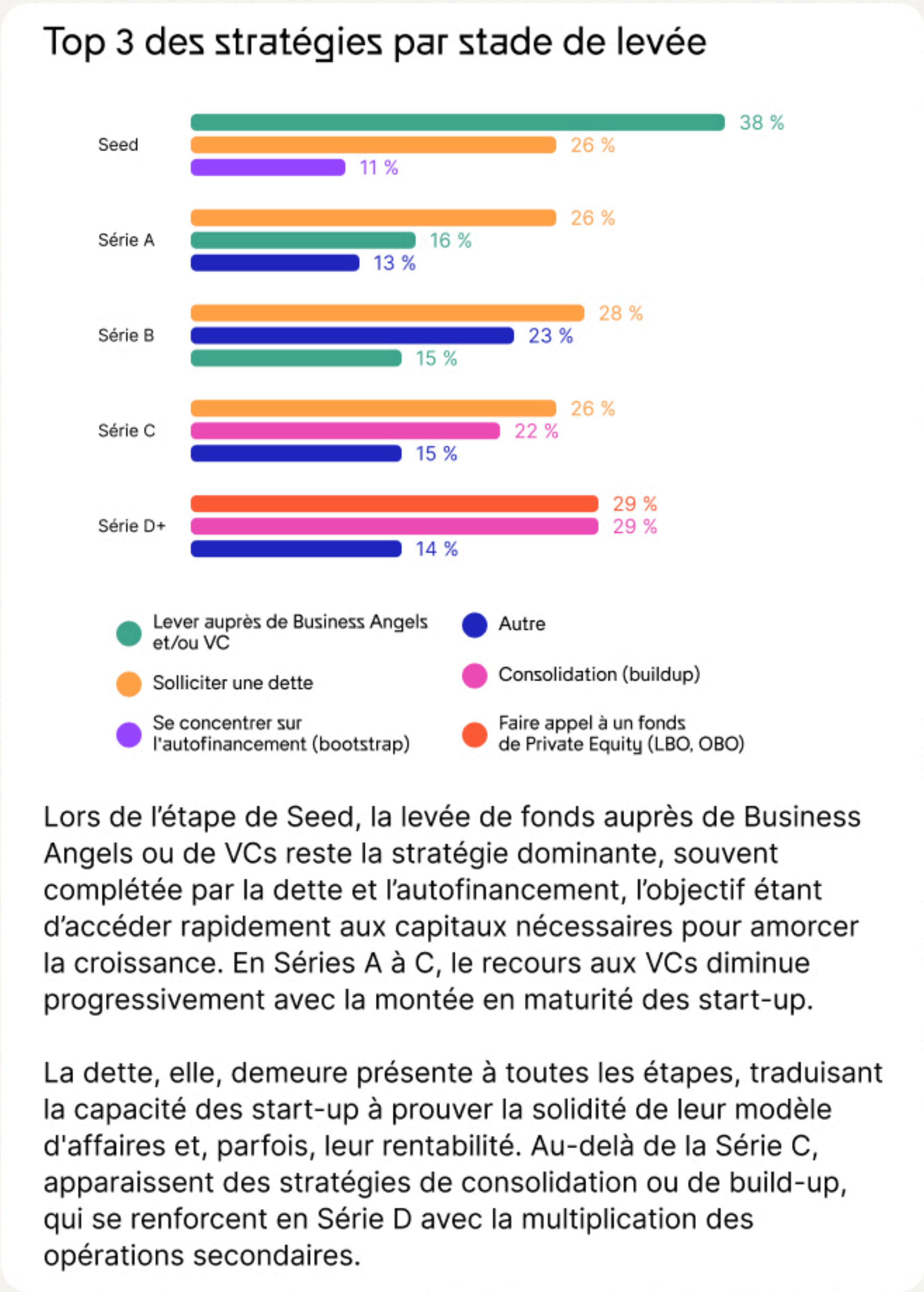
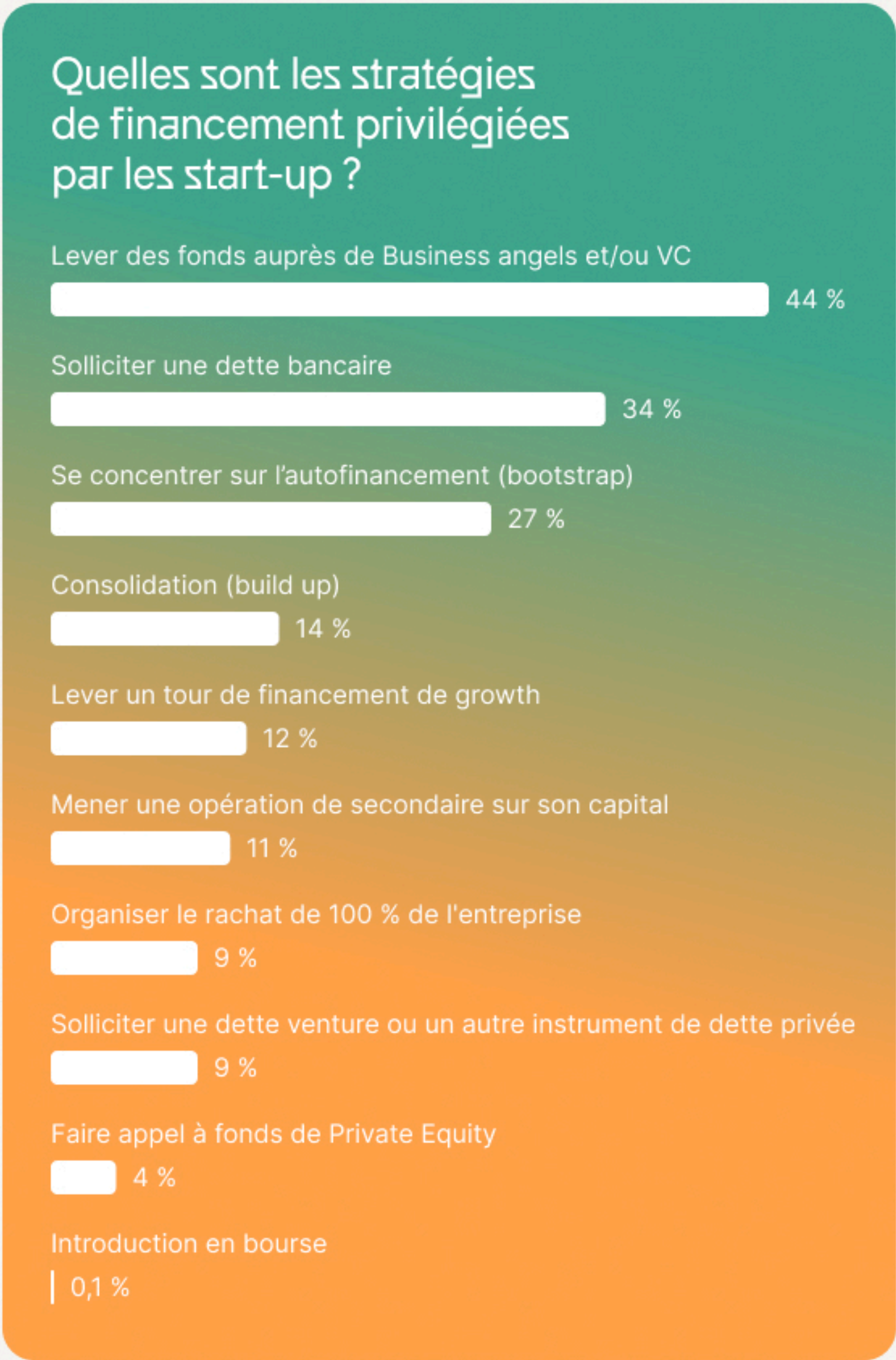
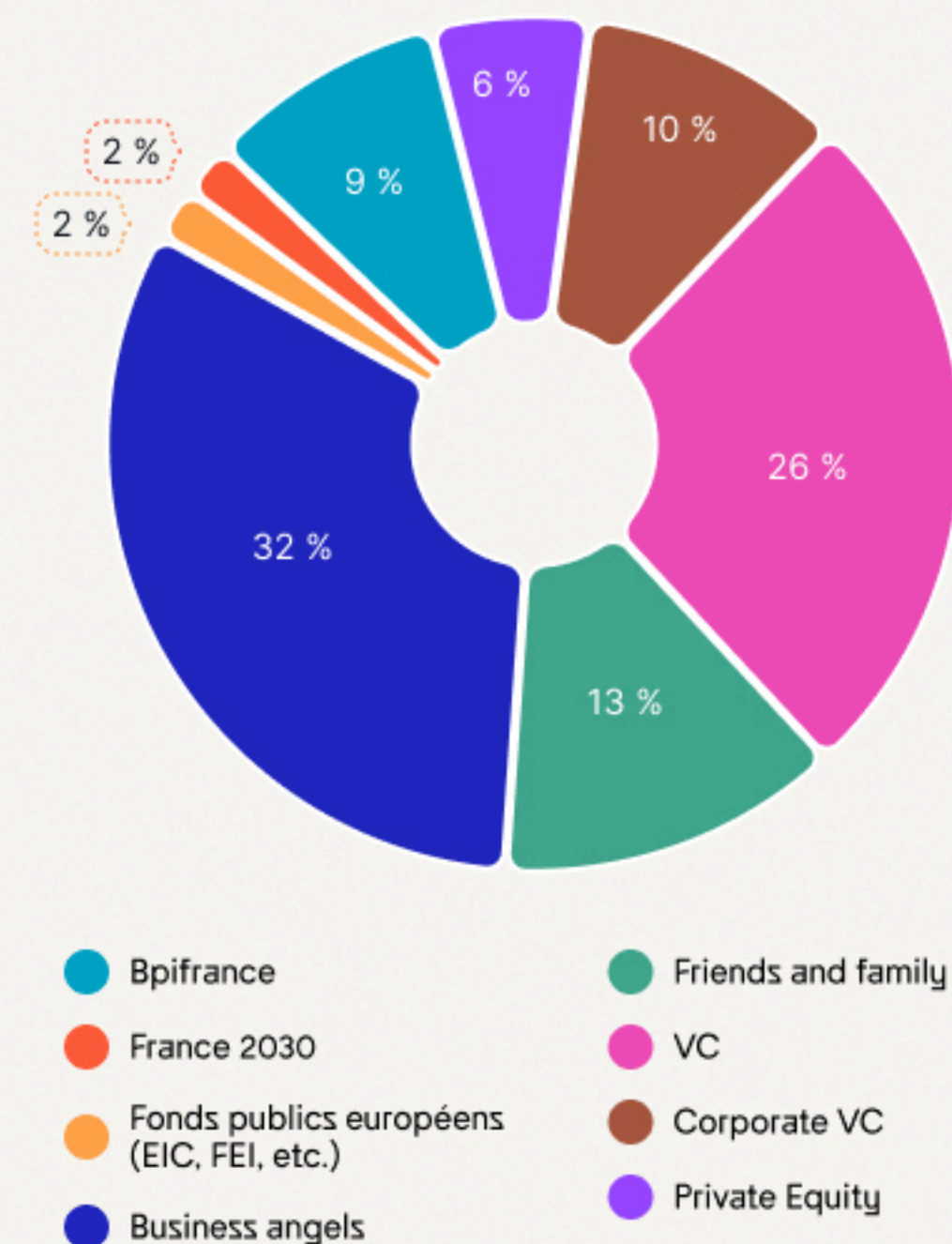


Plus une start-up est jeune (Seed), plus elle cherche à lever des fonds, malgré les obstacles. Si 50 % parviennent à concrétiser une levée, 21 % abandonnent en cours de route, faisant de ce stade le plus exposé à l'échec. À l'inverse, aux stades plus avancés (Séries C et D+), la majorité des start-up ne cherchent plus à lever (jusqu'à 80 % n'ayant même pas tenté dans les 12 derniers mois). À ce niveau de maturité, les scale-ups s'orientent vers des financements alternatifs, tels que l'autofinancement ou la dette bancaire.

Levées de fonds ou alternatives : les start-up s'adaptent

Les levées de fonds demeurent l'option de financement privilégiée des start-up. Face au ralentissement du marché, les entrepreneurs adaptent leur stratégie et se tournent davantage vers la dette bancaire et l'autofinancement, qui restent des alternatives largement plébiscitées.

Qui sont les investisseurs dans les start-up ?

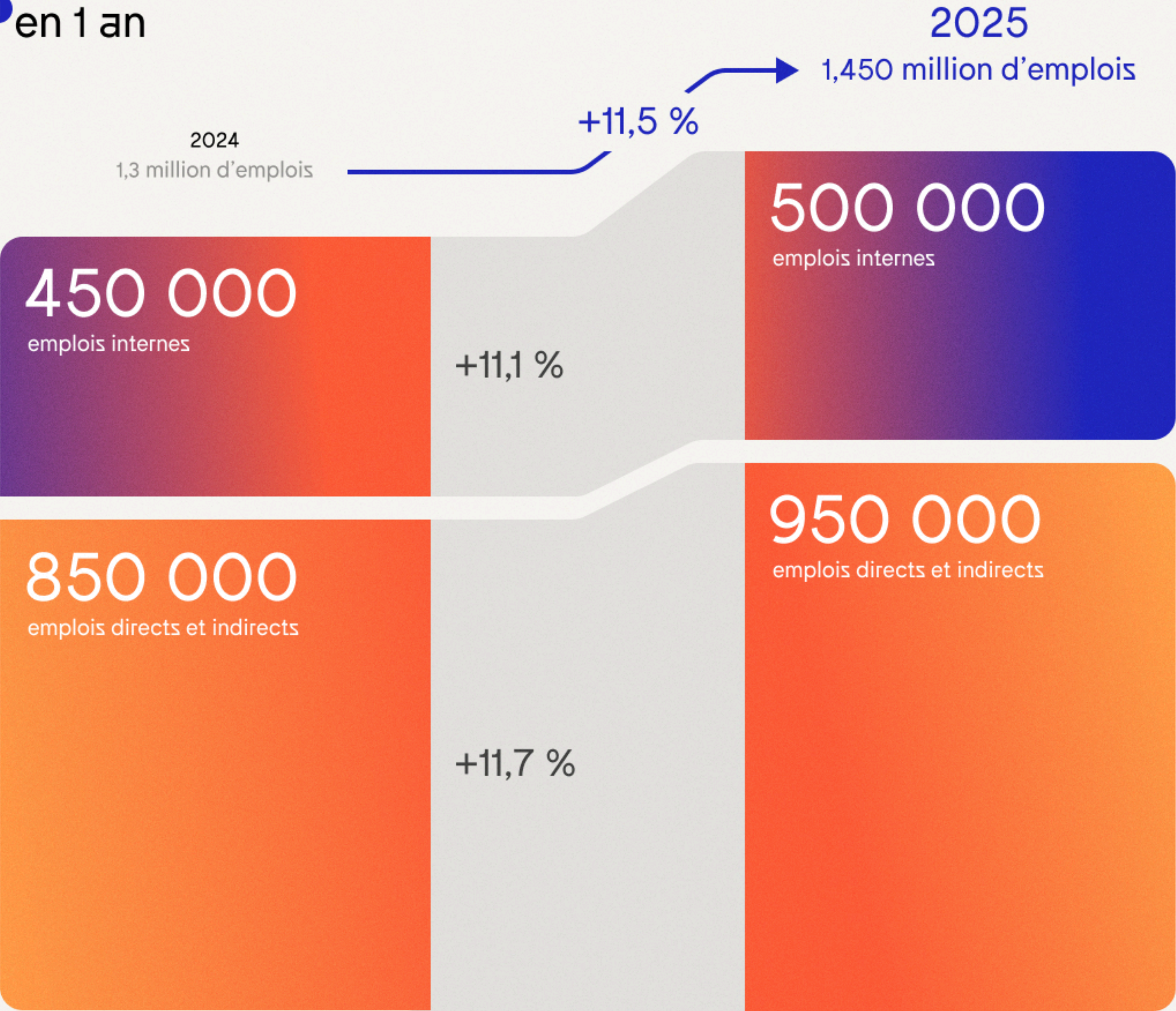


L'activité des start-up françaises a permis de générer 150 000 emplois¹ en 1 an

Données sur le nombre d'emplois en 2024 : France Digitale
Données sur le nombre d'emplois en 2025 et par secteur : Motherbase

En 2025, les start-up françaises représentent 1,450 million emplois : c'est une progression de 11,5 % en un an, signe de la solidité de l'écosystème et de sa capacité à se développer dans un contexte économique et géopolitique tendu. Le rythme de création d'emplois est toutefois inférieur à la période 2023-2024, qui avait vu les chiffres de l'emploi augmenter de 18 %.

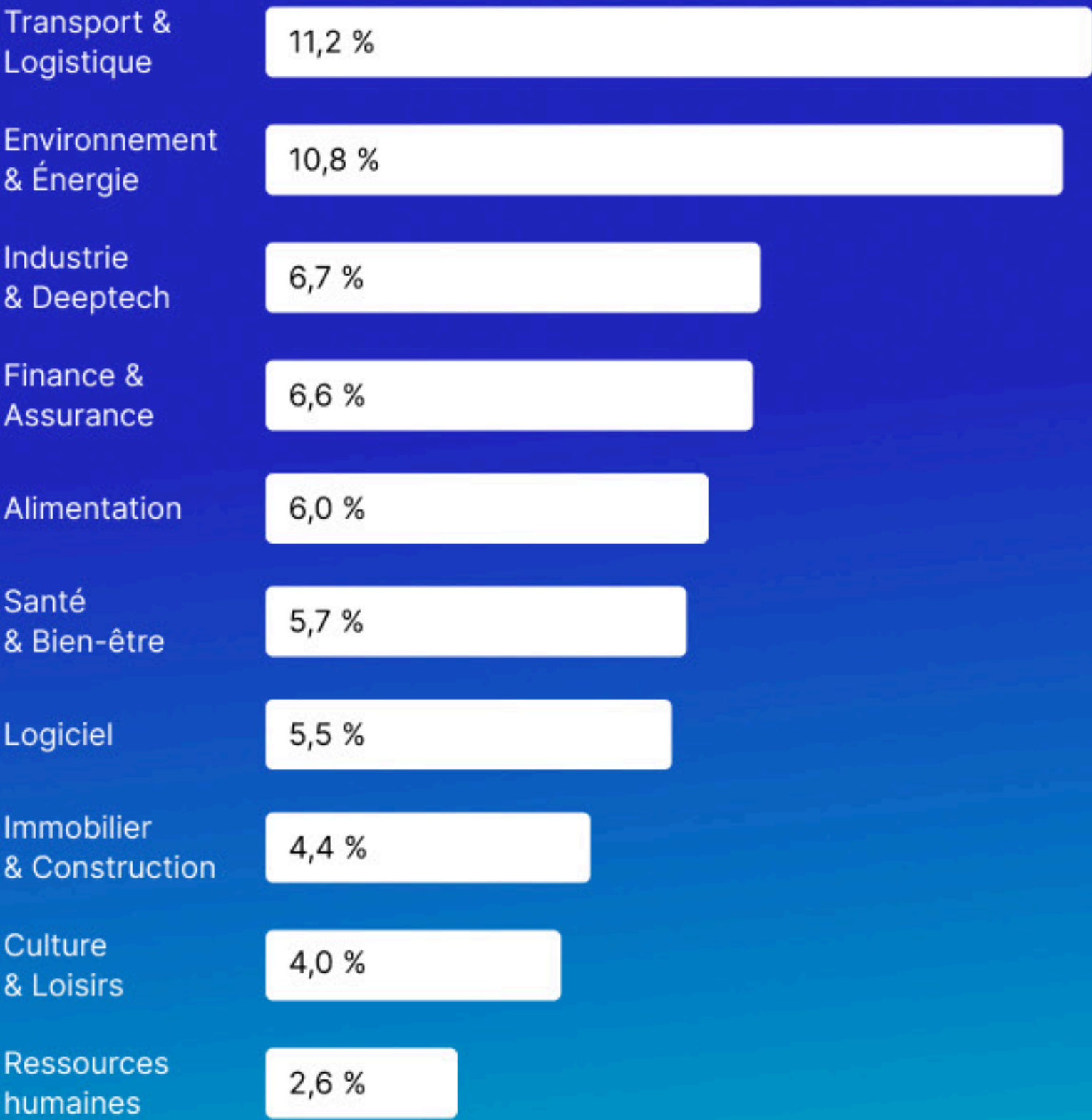
Sur le plan de l'emploi interne (au sein des start-up), l'écosystème a dépassé ses propres prévisions, avec 50 000 recrutements réalisés en un an, soit 10 000 de plus que l'objectif initial. Quant à l'emploi direct et indirect, bien qu'en augmentation de 11,7 % sur un an, il ralentit fortement par rapport à la période précédente (+21 %), signe que les start-up ne sont pas épargnées par le ralentissement économique et la baisse de la demande.



¹ Il s'agit des emplois internes (au sein des start-up) et des emplois directs et indirects (à savoir des emplois générés par les start-up en commandant auprès de fournisseurs et de partenaires, et ceux générés par ces mêmes fournisseurs et partenaires auprès de leurs propres partenaires et fournisseurs, grâce au chiffre d'affaires généré auprès des start-up).

L'emploi dans les start-up, décryptage

Emplois : les 10 secteurs les plus dynamiques sur 1 an (taux de croissance)



Source : Motherbase

Où sont situés les employés de start-up ?

61 % En France

23 % En Europe (hors France)



16 % À l'international (hors Europe)

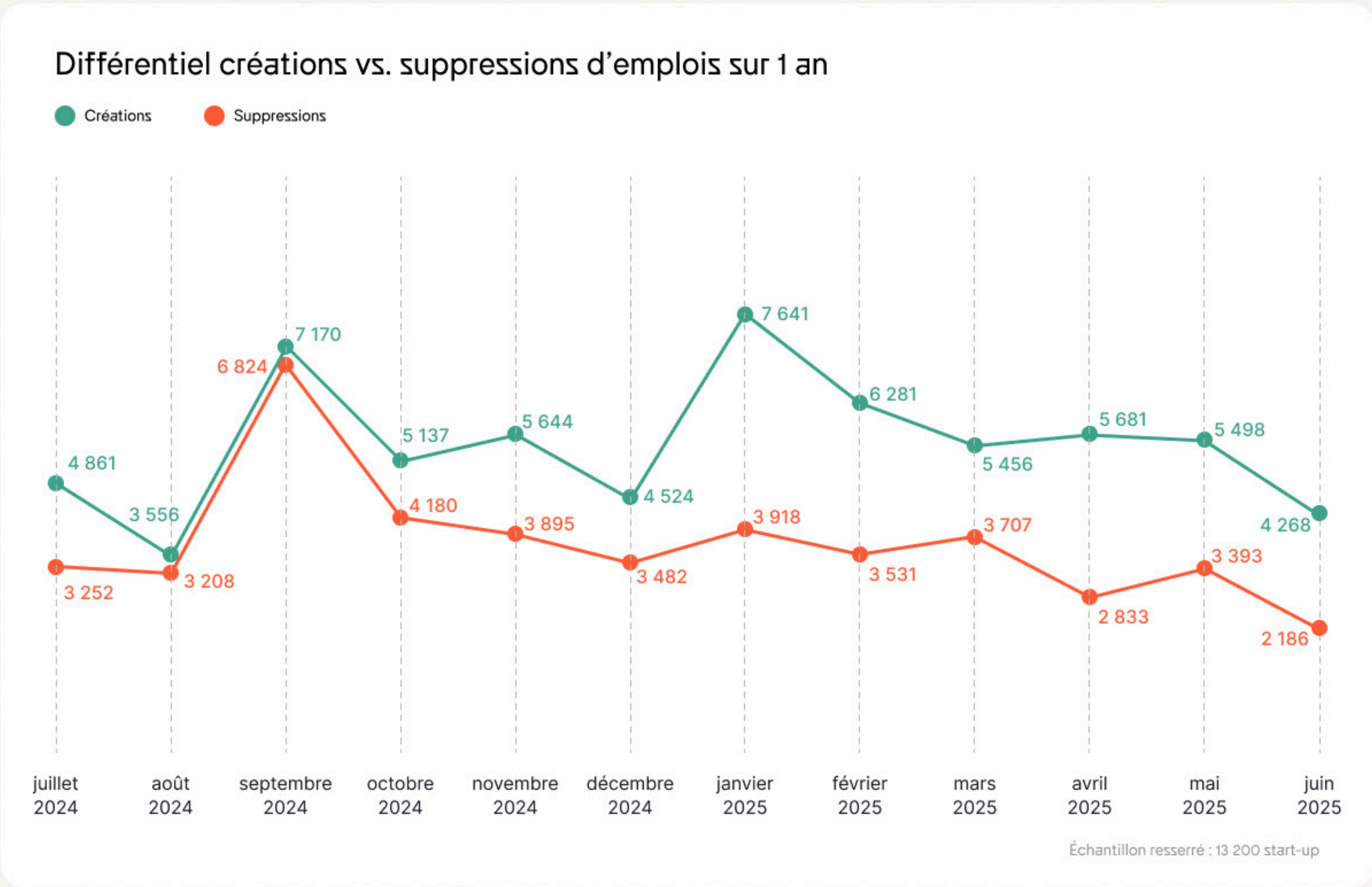
Source : France Digitale et EY

PAROLE AUX ENTREPRENEURS

« Dans un contexte économique et géopolitique tendu, la French Tech démontre sa solidité. Cette croissance des emplois, que nous observons chaque mois dans notre baromètre, est un signal fort qui témoigne de la résilience des start-up et du soutien nécessaire des acteurs publics et privés en France et en Europe. Notre compétitivité et notre autonomie stratégique se bâtissent grâce à l'engagement de tout un écosystème et à notre capacité de nous fédérer pour soutenir nos acteurs innovants. »

Véronique Torner, présidente de Numeum

Suppressions d'emplois dans les start-up : qu'en est-il vraiment ?



FDÉCODEUR

En un an, **les start-up ont créé davantage d'emplois qu'elles n'en ont supprimé.**

Cependant, depuis février 2025, les créations d'emplois baissent nettement dans les start-up.

Cette période coïncide avec un contexte économique mondial difficile, associé à l'adoption de la loi de finances pour 2025, qui s'est traduite par la suppression et l'affaiblissement non anticipés de plusieurs dispositifs de soutien à l'innovation comme le CIR, le CII et le statut JEI, qui permettent aux start-up de recruter.

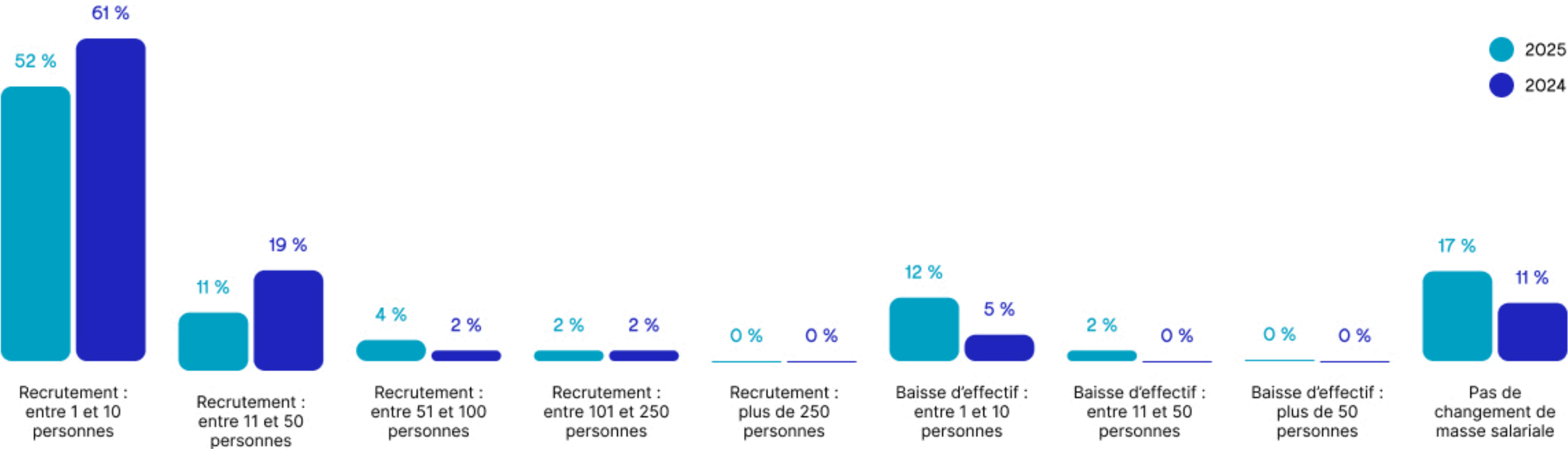


Données issues du baromètre de l'emploi des start-up en France par Numeum et Motherbase

Une tendance qui va se poursuivre dans les 12 prochains mois

69 % des start-up envisagent de recruter dans les 12 prochains mois vs. 84 % l'an dernier.
14 % envisagent de baisser leurs effectifs vs. 5 % l'an dernier.
17 % ne prévoient aucun changement de masse salariale vs 11 % l'an dernier.

Les projections de recrutement et de baisse d'effectifs dans les start-up en 2024 et 2025



Les prévisions d'embauche restent globalement positives, avec 52 % des start-up prévoyant de recruter entre 1 et 10 personnes, contre 61 % en 2024, une baisse également constatée sur les recrutements de plus grande ampleur (11 à 50 personnes).

En revanche, les projections de baisse d'effectifs progressent, notamment les baisses d'effectifs inférieures à 10 personnes (+7 points par rapport à l'an dernier). Enfin, 17 % des répondants envisagent de garder une masse salariale stable, signe d'une croissance modérée et d'une certaine prudence dans un contexte économique incertain et une plus grande difficulté à lever des fonds.

FDÉCODEUR

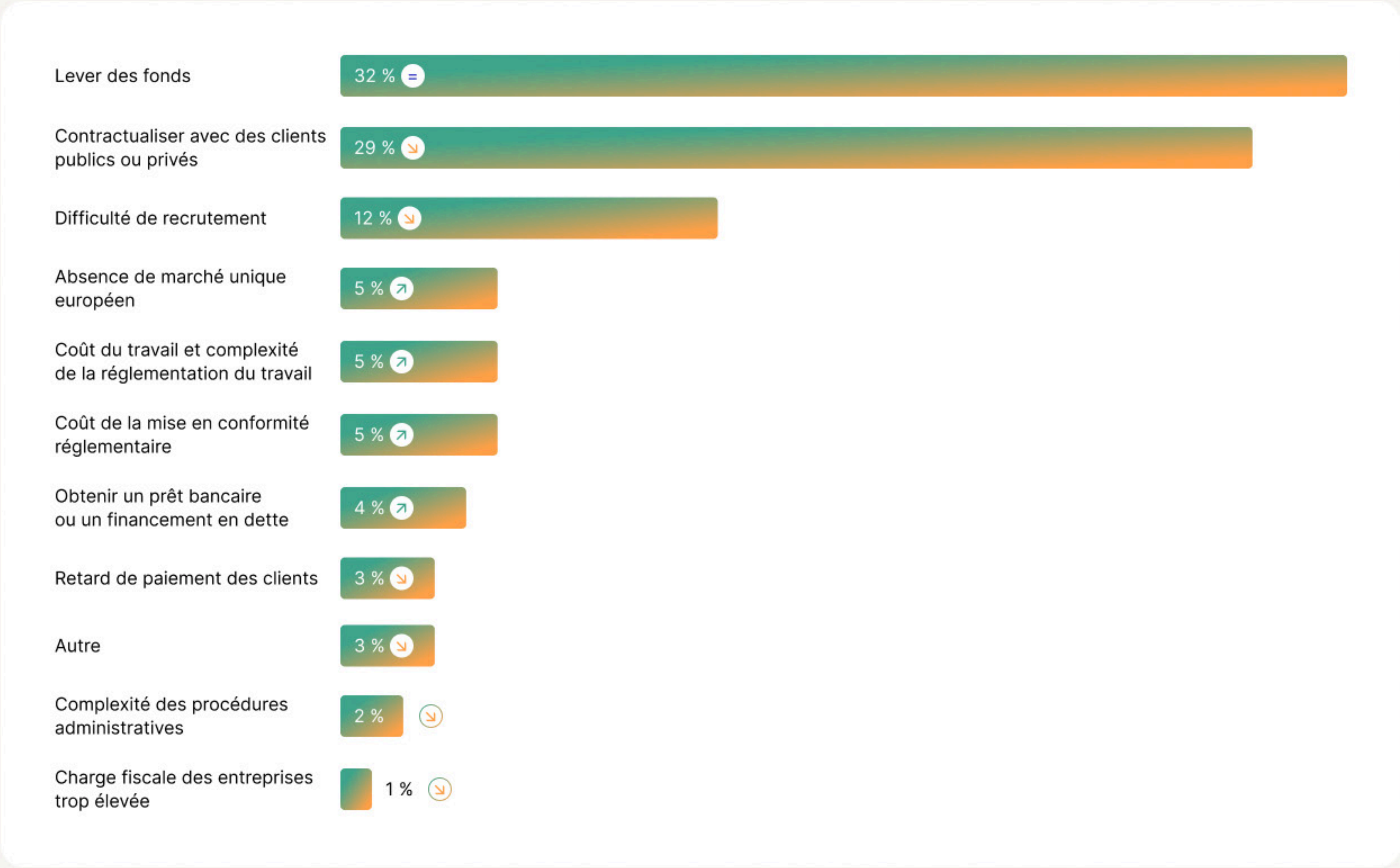
Qui sont les profils les plus recherchés ?

Les profils les plus recherchés dans les 12 prochains mois restent les profils tech et commerciaux, confirmant la priorité donnée au développement du produit et à sa commercialisation, malgré une légère baisse par rapport à 2024.

En parallèle, les compétences en IA/Data continuent de monter en puissance, notamment pour répondre au développement et à l'intégration d'outils d'intelligence artificielle dans les systèmes existants et processus métiers.

Cette hiérarchie reflète une orientation très opérationnelle et orientée business, axée sur la consolidation des équipes tech et la génération de revenus.

Les défis que vont devoir relever les start-up dans les 12 prochains mois



PAROLE AUX EXPERTS

« Face au ralentissement économique et la baisse de la consommation des ménages, lever des fonds et trouver des clients demeurent les premiers défis que les start-up disent devoir relever dans les prochains mois.

Les difficultés de recrutement s'amenuisent, signe que les start-up revoient leurs plans de recrutement dans la conjoncture actuelle.

L'harmonisation du marché unique européen, très liée à la capacité des start-up à déployer leur offre commerciale sur le continent, devient un enjeu dans l'écosystème. Les travaux portant sur l'instauration d'un 28ème régime, permettant une harmonisation du droit européen pour les entreprises innovantes, pourrait résoudre deux défis auxquels vont être confrontées les start-up : le coût de la mise en conformité réglementaire et la complexité administrative. »

Emmanuelle Ratsimialavahoaka, Partner EY & Associés

► **Les propositions de France Digitale sur le 28e régime**

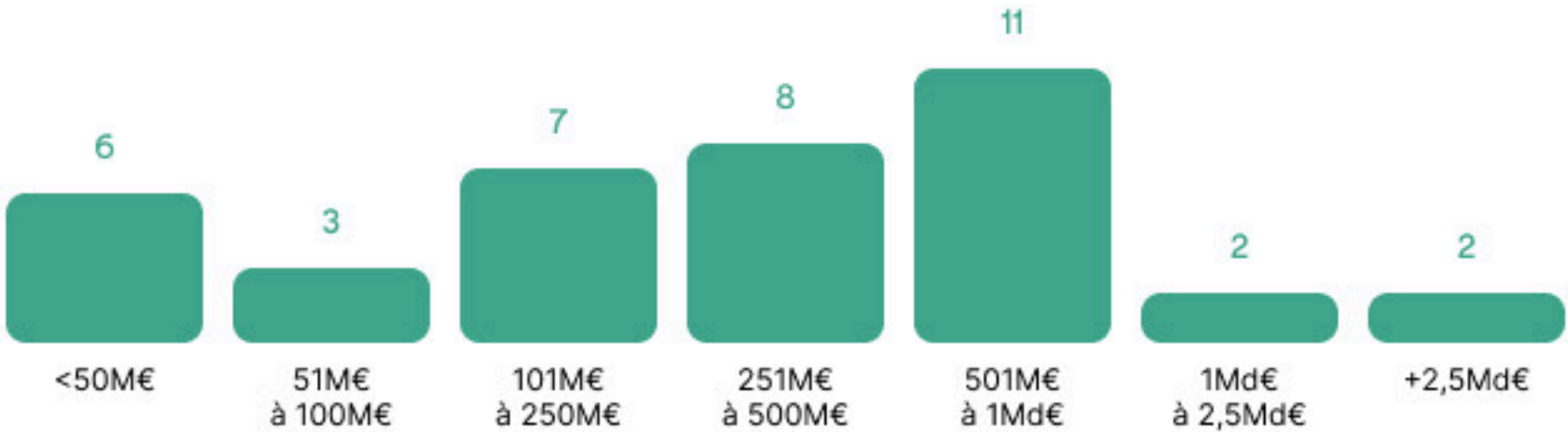
3

L'écosystème VC en 2025



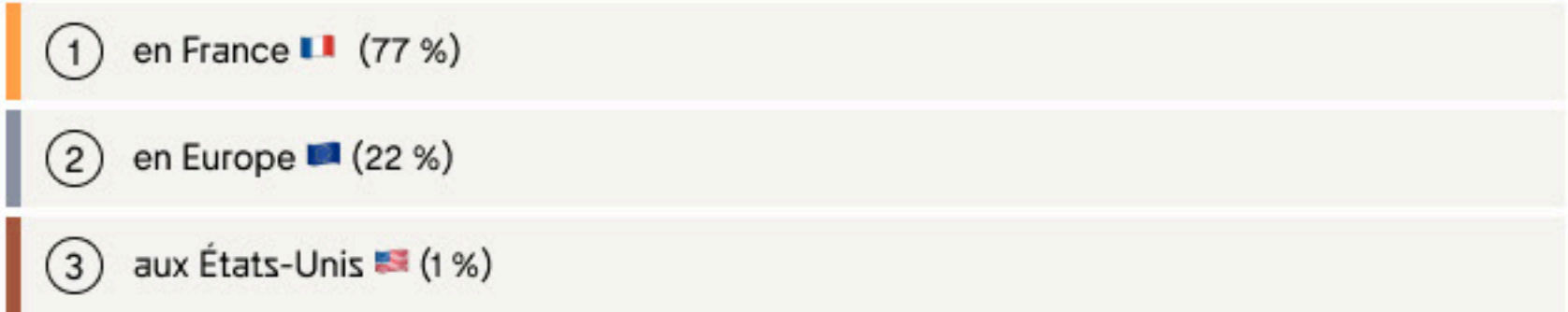
Photographie de l'écosystème VC français au 30 juin 2025

Les actifs sous gestion chez les VC français

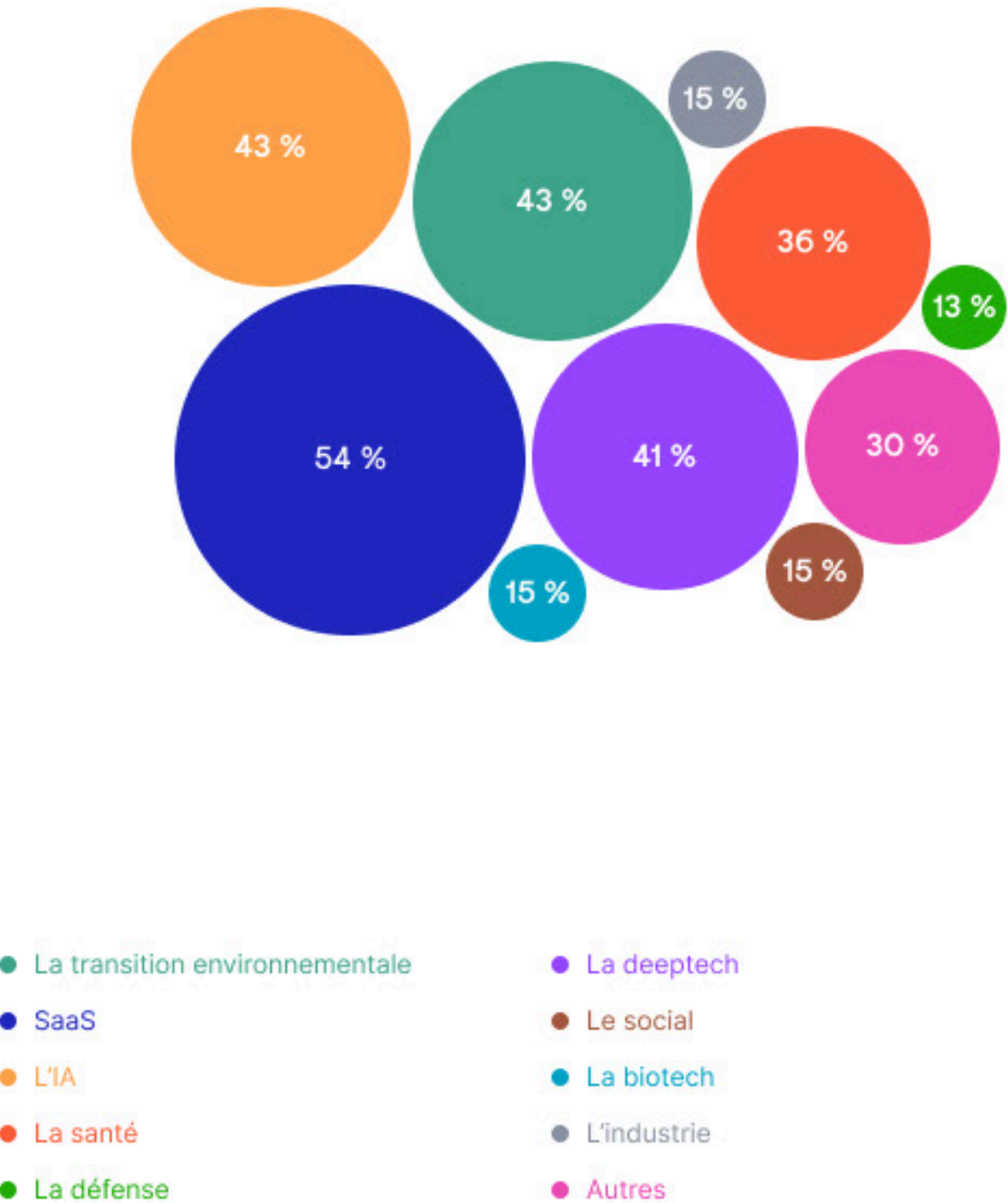


Les fonds interrogés ont en moyenne **591 M€ d'actifs sous gestion** pour **49** participations actives.

Où les VC déploient leurs fonds ?



Les secteurs privilégiés pour les investissements des VC



Le SaaS, l'IA et la transition environnementale sont les secteurs privilégiés par les fonds interrogés.

La deeptech gagne deux places au classement, reflétant la maturité du secteur et sa capacité croissante à convaincre les investisseurs de l'intérêt de porter attention aux cycles longs, et à transformer des innovations issues de la recherche en offres industrialisables.

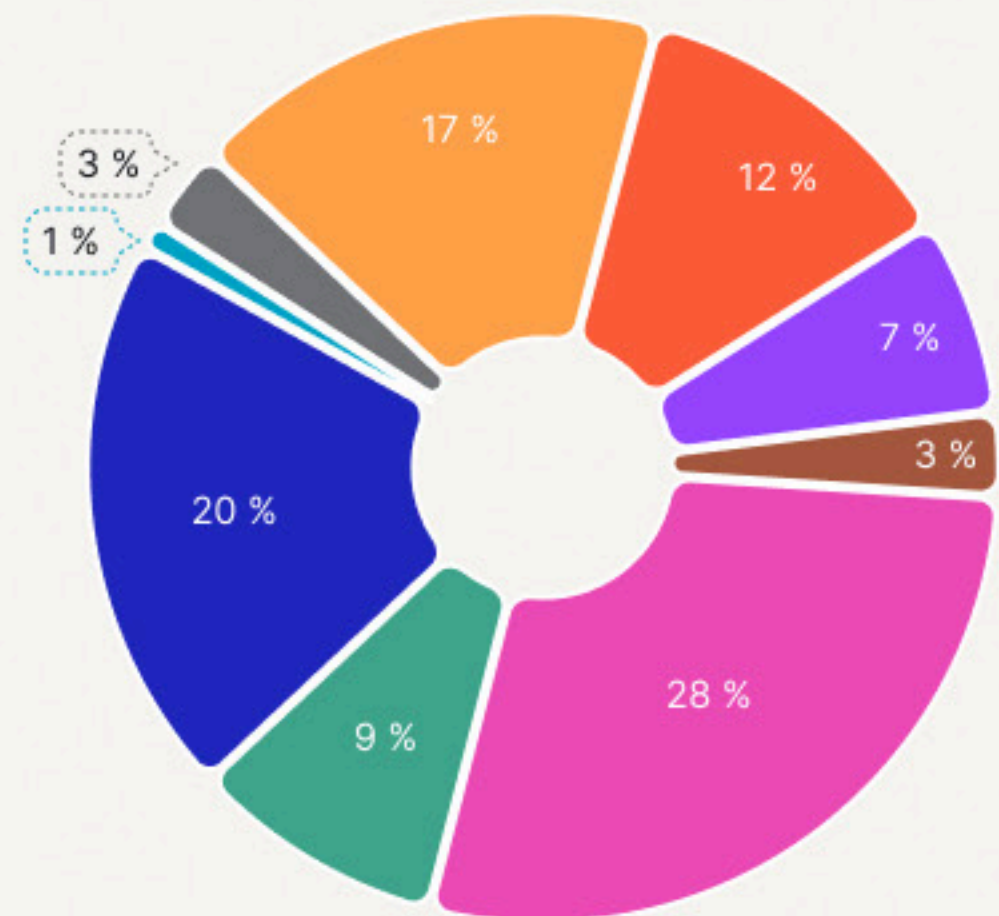
À noter que la défense fait partie de la thèse d'investissement de 13 % des VC interrogés, qui, dans un contexte de hausse des budgets militaires, voient dans les start-up en lien avec la défense ou proposant des technologies duales des opportunités d'investissement.

Qui finance les VC français ?

Qui sont les principaux investisseurs dans les fonds de capital-risque en France ?

En montant d'actifs sous gestion

- Fonds publics
- Fonds de pension
- Family offices, CGP
- Grands groupes
- Assureurs
- Individuels privés
- Caisses de retraite
- Banques privées
- Autres



43 répondants

40 % des actifs sous gestion des VC proviennent d'individus privés (en direct ou en indirect).

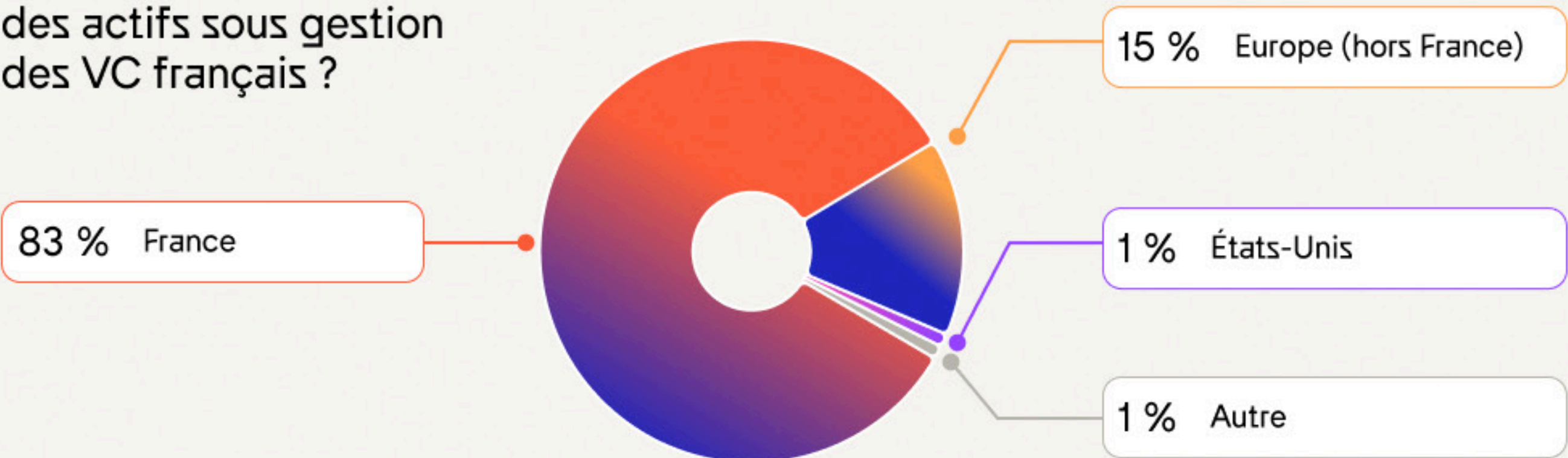
83 % des actifs sous gestion viennent de France.

PAROLE AUX INVESTISSEURS

« En 2025, les individus, corporates, family offices et banques privées représentent 64 % des actifs sous gestion des VC français, loin devant les fonds publics (20 %) et les investisseurs institutionnels (13 %). Il est urgent de mobiliser d'autres sources de financement, tels les actifs des caisses de retraite privées et des fonds de pension, qui sont aujourd'hui davantage investis dans les dettes souveraines et le Private Equity à l'international que dans l'économie réelle européenne. »

Elna Berrebi, founding partner de Revaia, vice-présidente de France Digitale

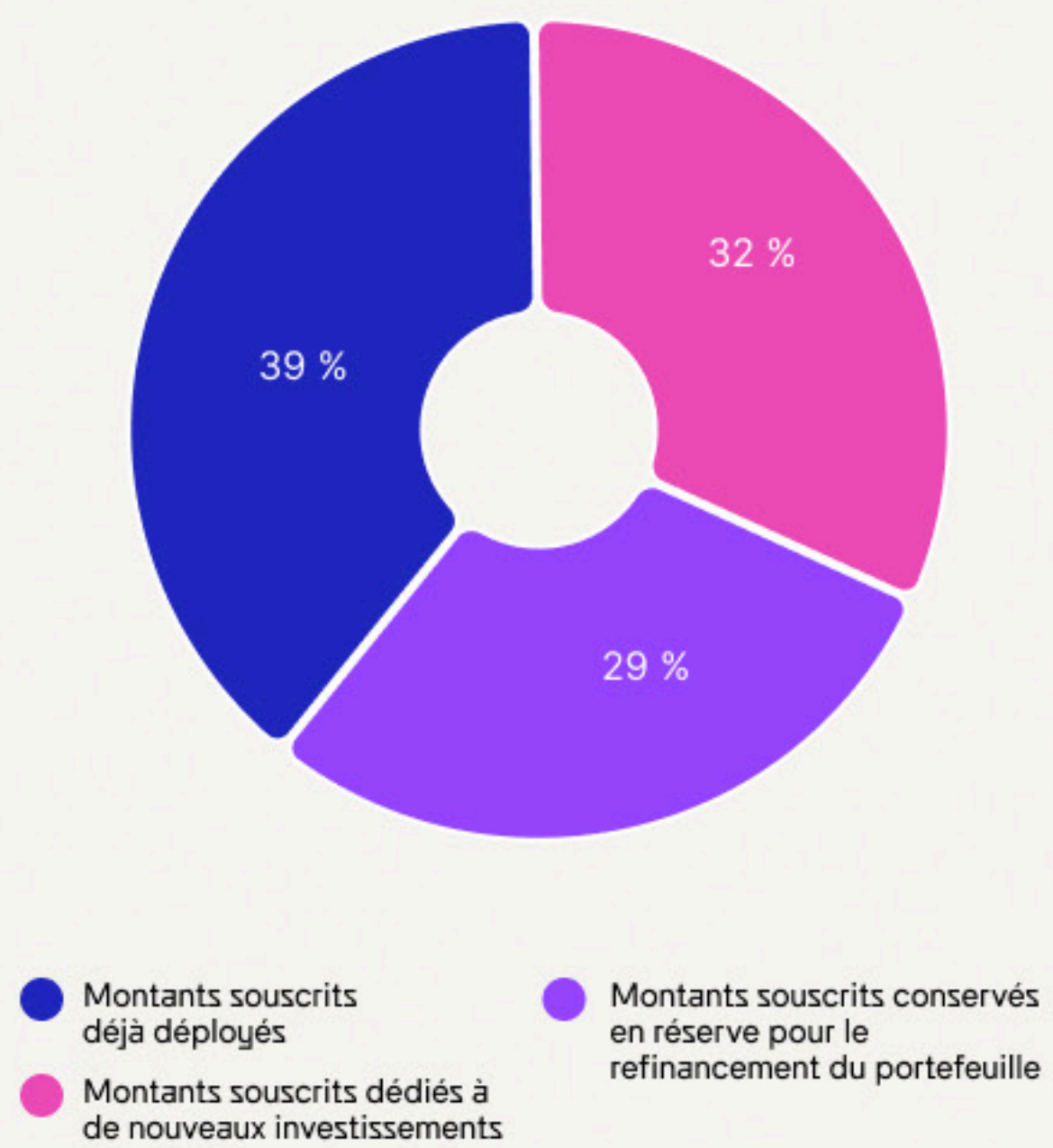
Quelle est l'origine géographique des actifs sous gestion des VC français ?



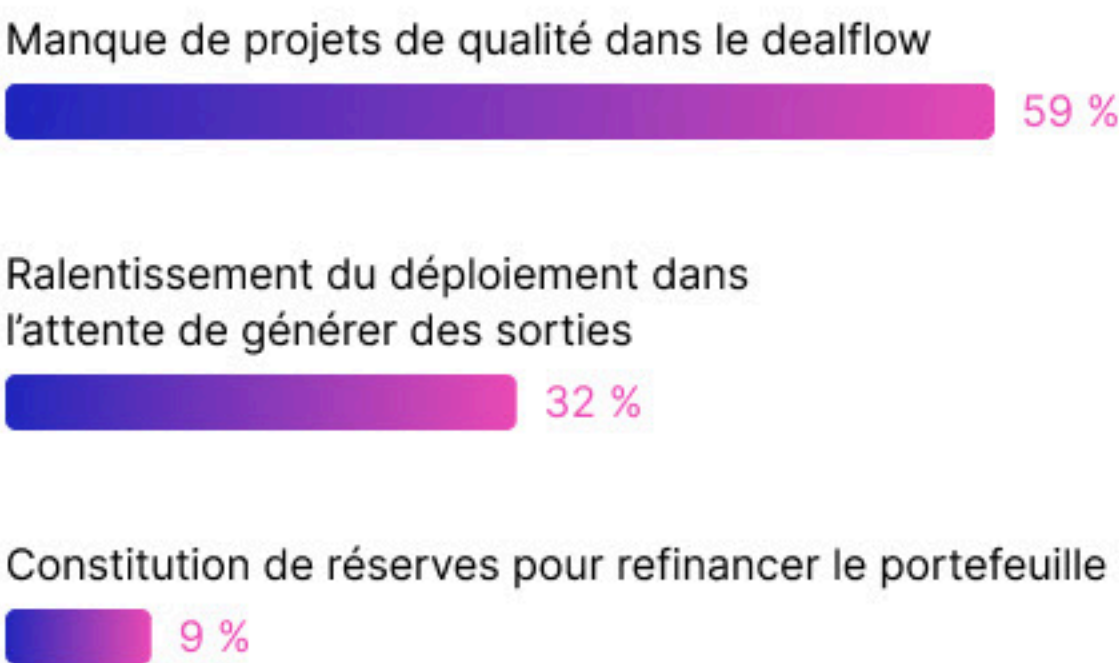
Déploiement des fonds par les VCs : existe-t-il un blocage ?

Les VC interrogés prévoient de faire **360 nouveaux investissements** dans les 12 prochains mois, soit **9** investissements en moyenne par VC.

Est-ce qu'il reste des fonds à investir chez les VC ?



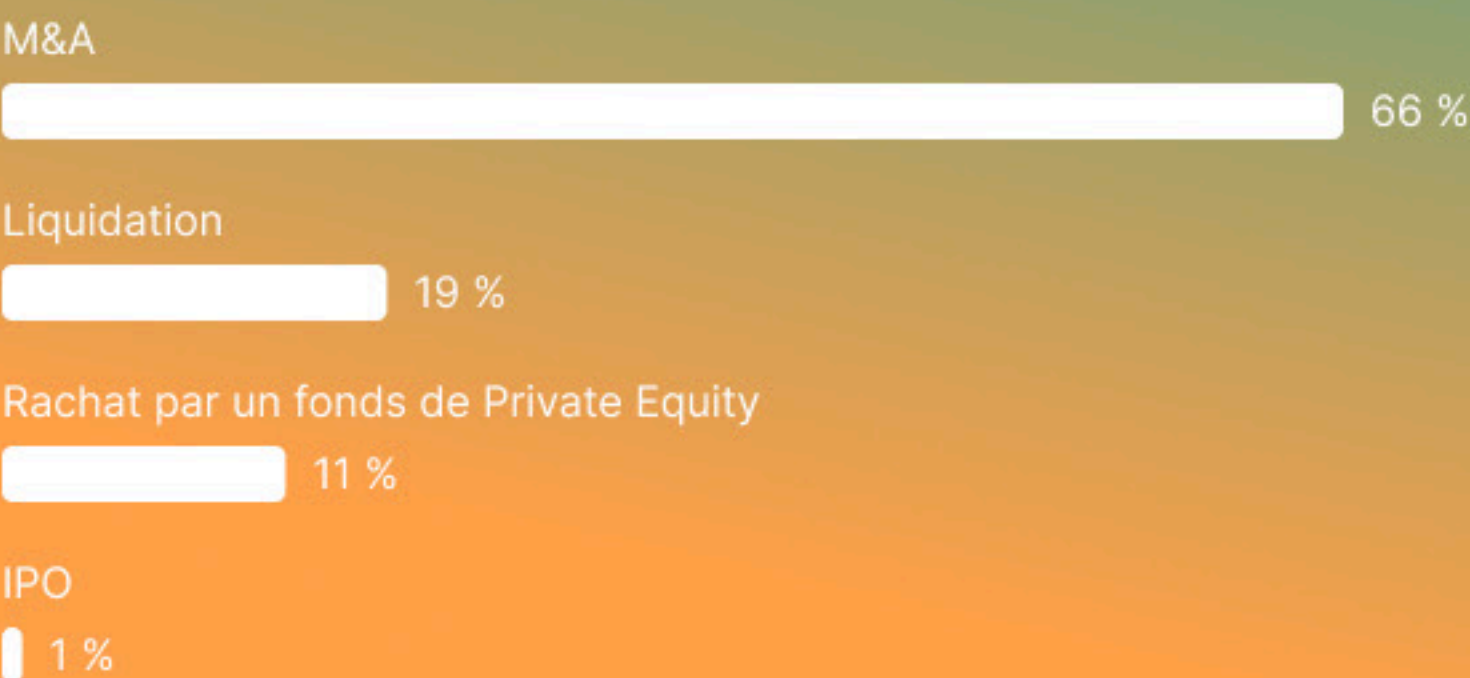
Quels sont les freins au déploiement des fonds ?



Les sorties, un frein pour les VCs ?

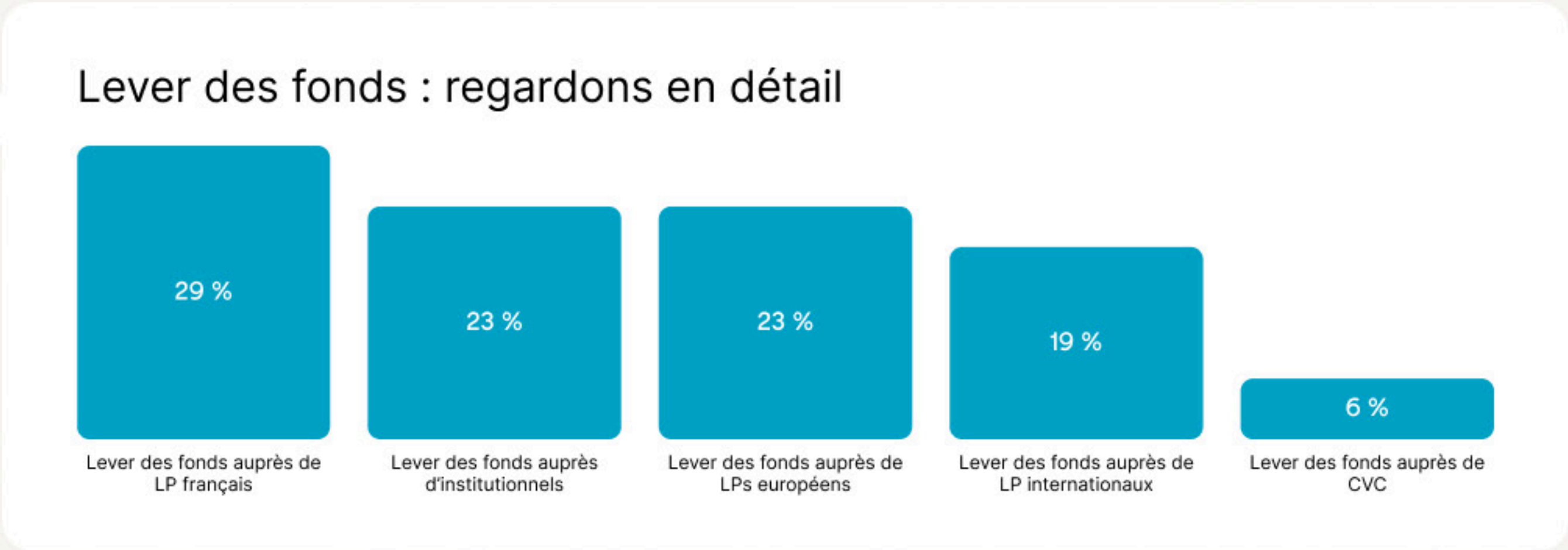
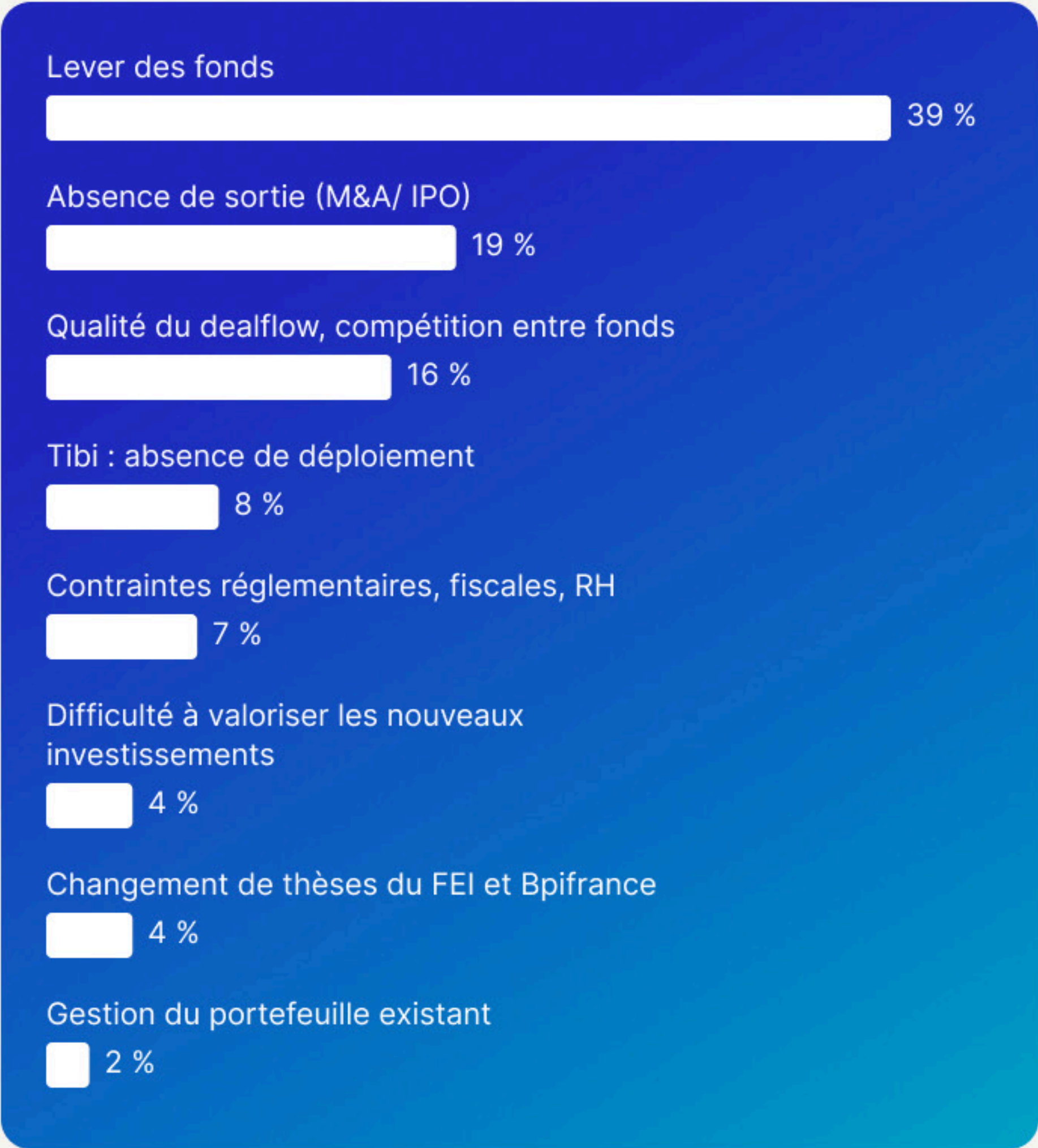
35 % des VC interrogés ralentissent leurs investissements dans de nouvelles start-up, en attendant de vendre leurs participations déjà en portefeuille.

Quels ont été les cas de sortie des participations du portefeuille des VCs dans les 12 derniers mois ?



Lorsque des start-up ont été rachetées, le siège social des acquéreurs était localisé à **69 % dans l'UE** et 31 % hors de l'UE.

Les défis que vont devoir relever les VC dans les 12 prochains mois

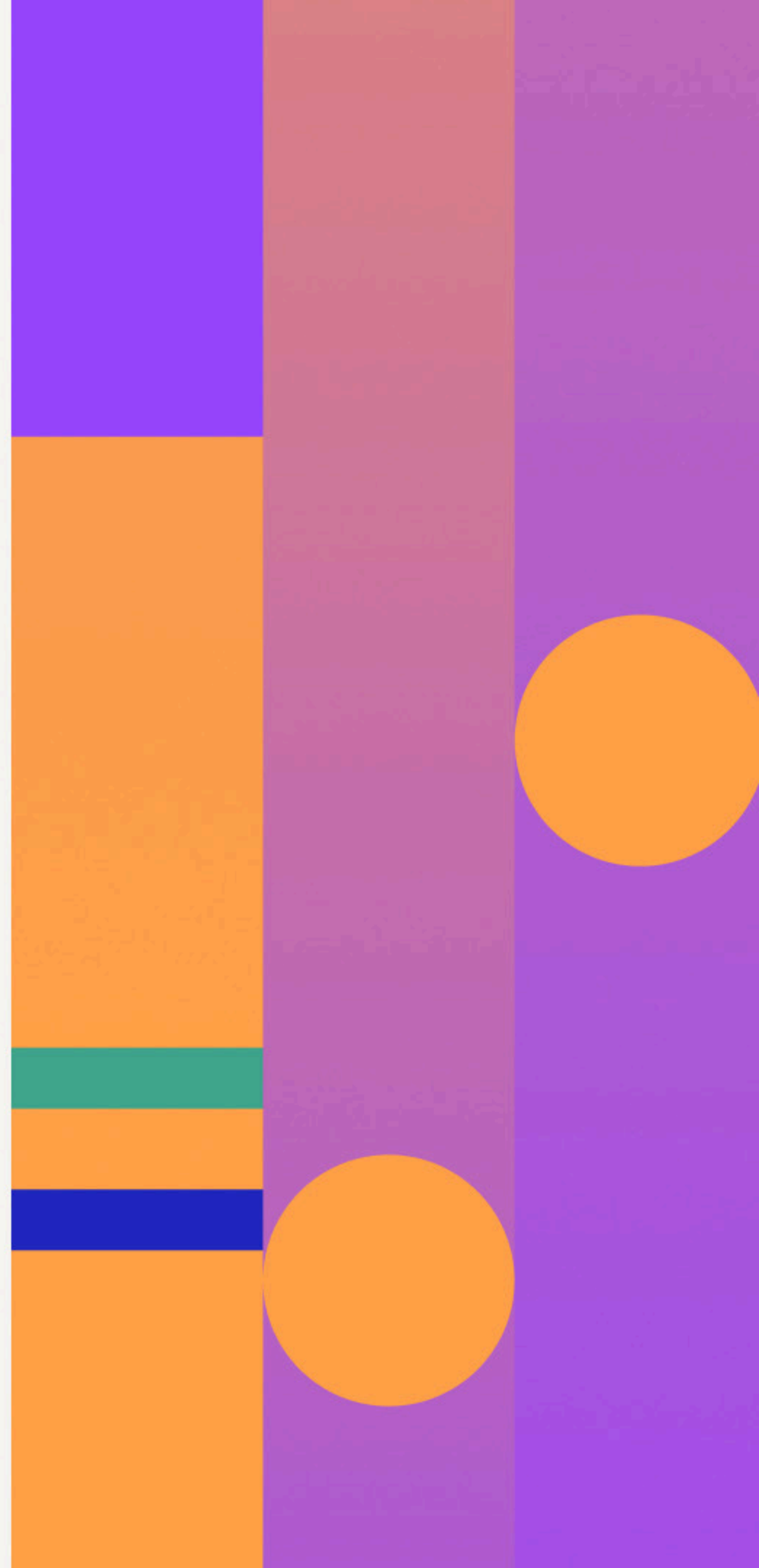


En 2025, la levée de fonds demeure le principal défi pour les fonds de capital-risque, citée par 39 % des répondants, bien qu'en nette baisse par rapport à 2024 (48 %). Les difficultés liées à l'absence de sorties (M&A et IPO) reste également un défi, pour 1 VC sur 5. Le manque de dealflow de qualité pour créer des opportunités d'investissement reste également majeur.

Dans un environnement économique défavorable et une perception accrue du risque, les LPs font preuve de prudence et sont plus sélectifs dans leurs décisions d'investissement, obligeant les fonds à redoubler d'efforts pour convaincre et rassurer leurs investisseurs potentiels. Les VC priorisent les LPs français et européens (52 %), devant les investisseurs institutionnels, les LPs internationaux et les CVC, qui ferment la marche.

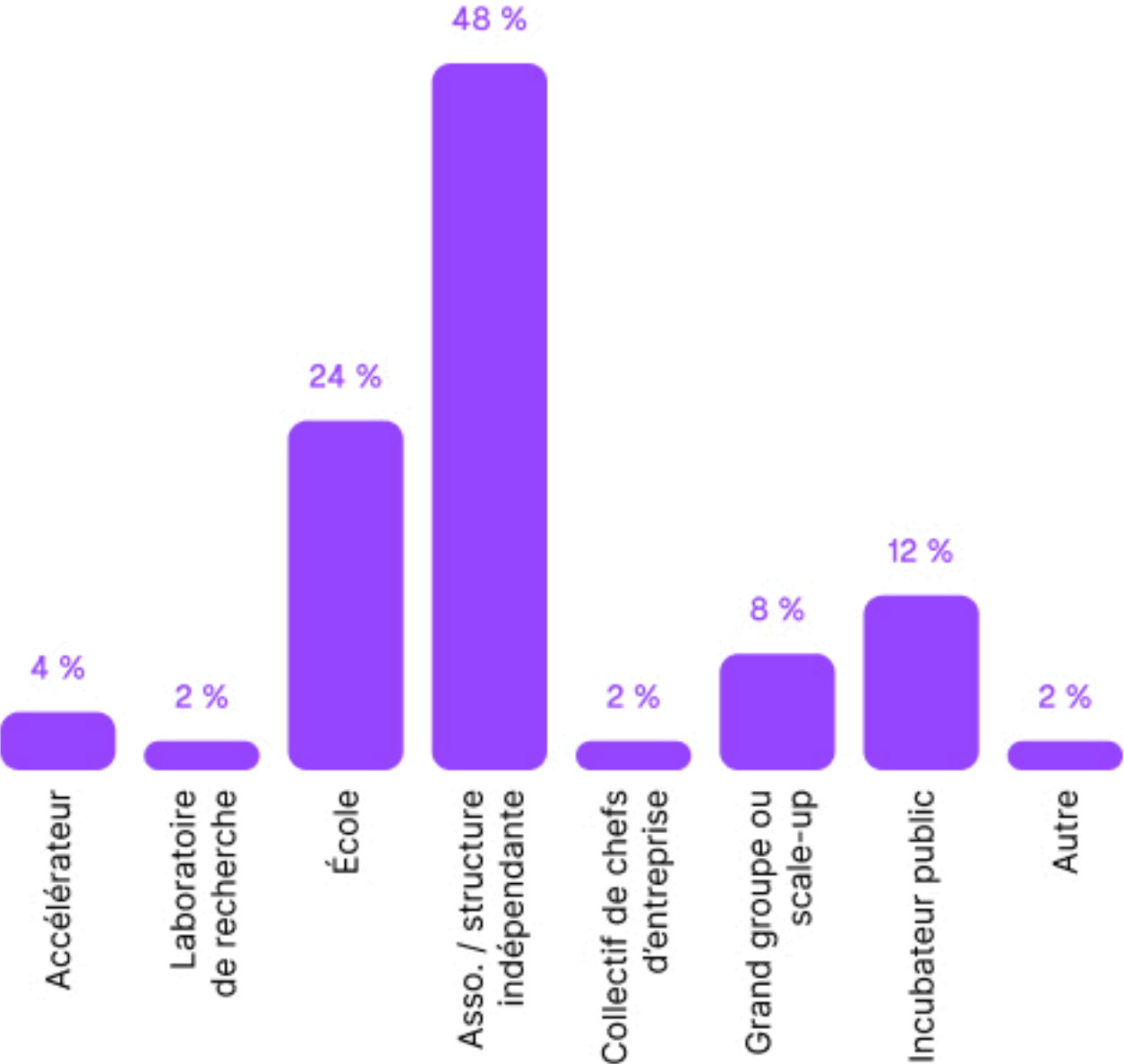
4

L'écosystème d'accompagnement des start-up en 2025

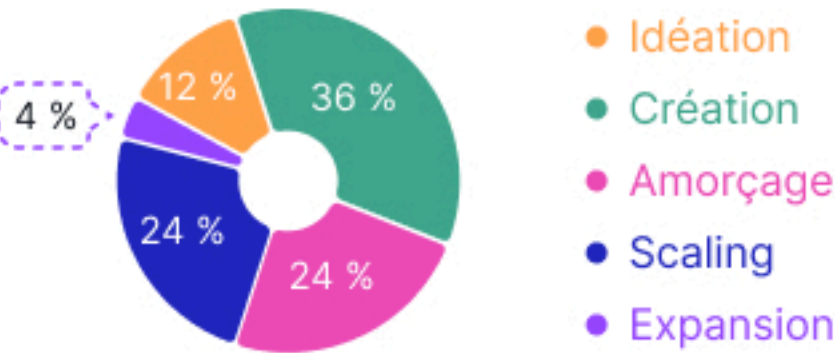


Photographie de l'écosystème d'accompagnement des start-up au 30 juin 2025

Profil des structures interrogées

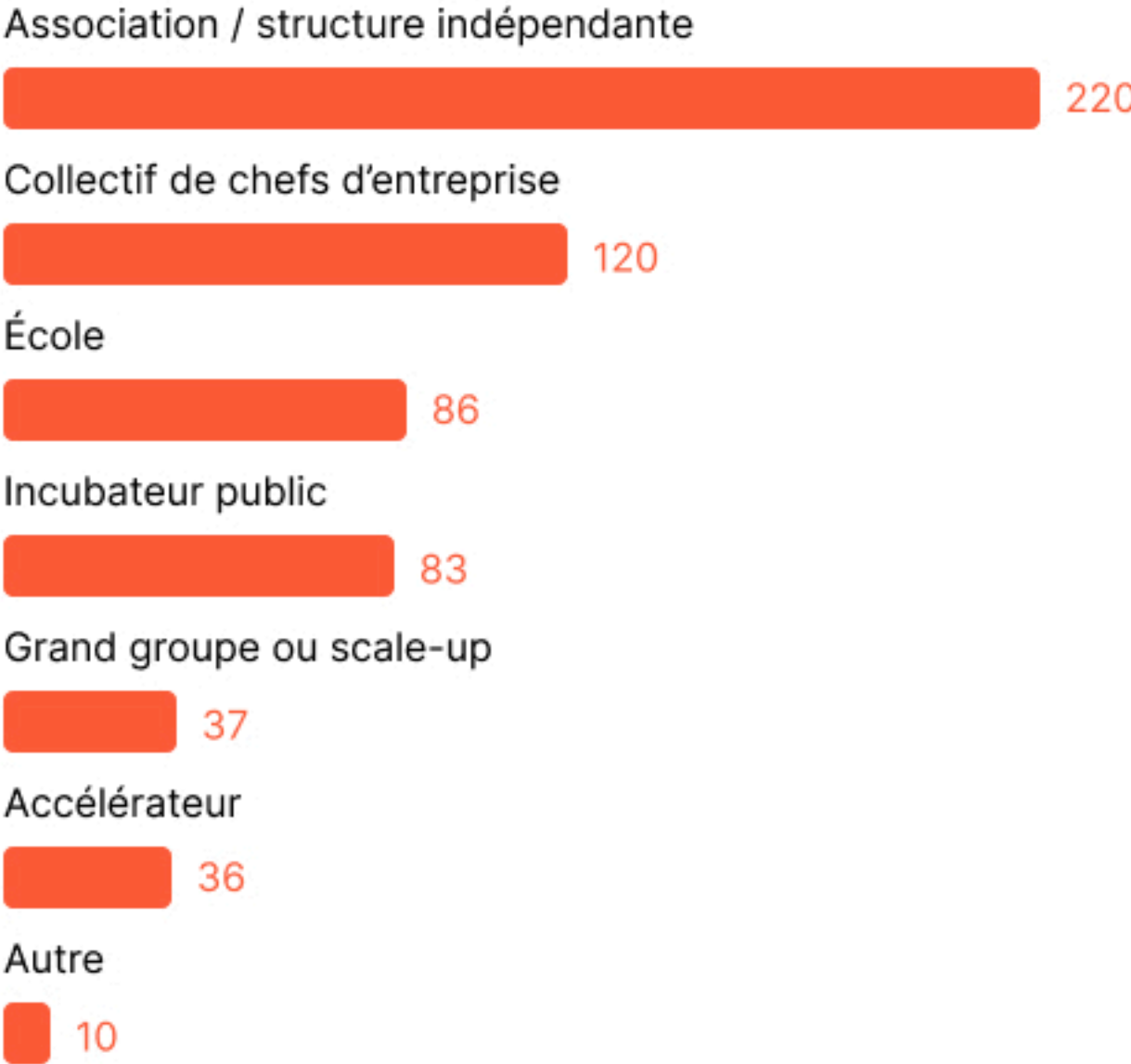


Niveau de maturité des start-up accompagnées



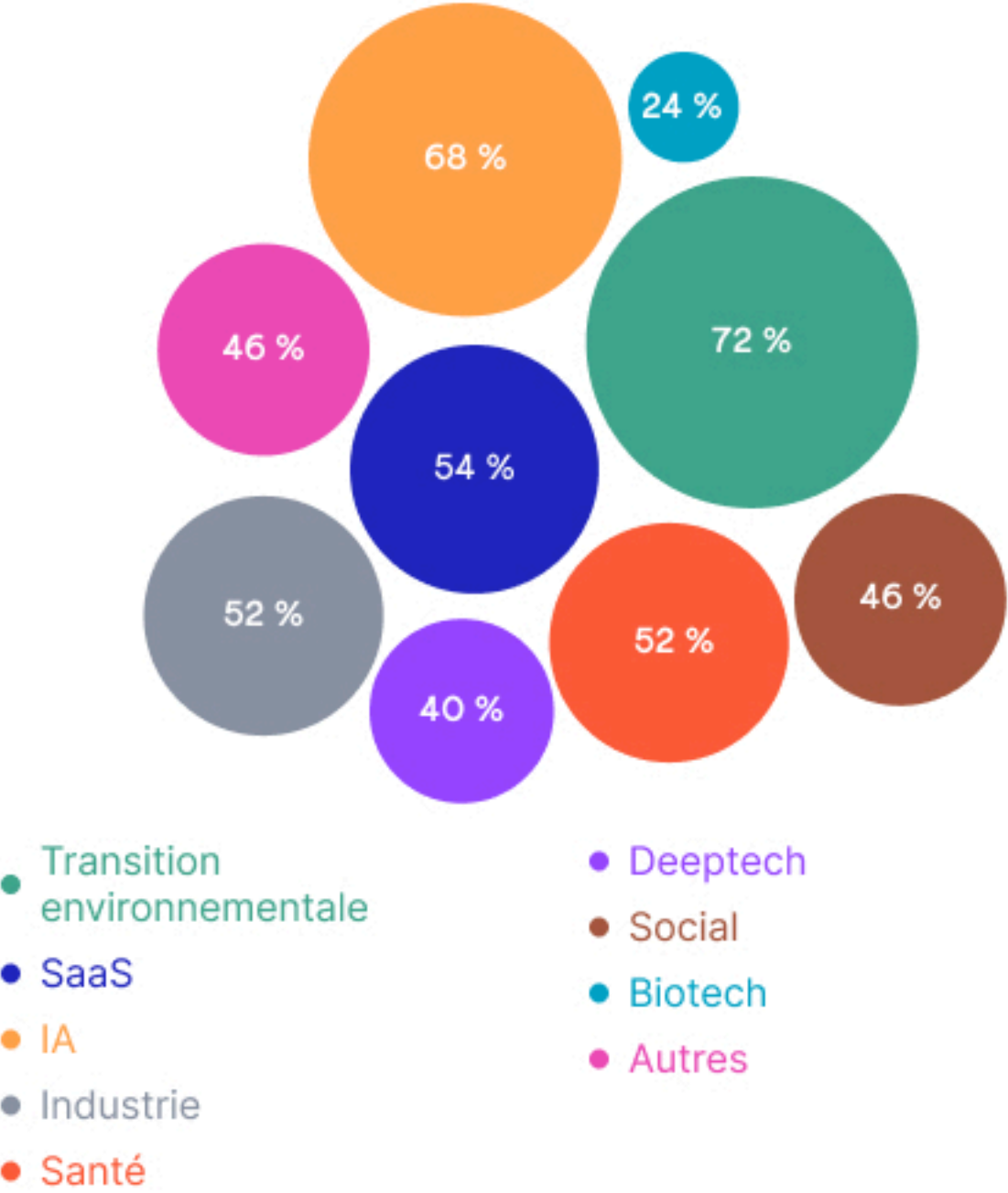
Les 50 structures interrogées accompagnent
4 700 start-up.

Nombre moyen de start-up accompagnées par typologie de structure



74 % des structures accompagnées sont françaises.
11 % sont européennes.
15 % sont internationales.

Des structures qui accompagnent tous les secteurs



72 % des structures interrogées accompagnent des start-up dans la transition environnementale. Elles jouent un rôle majeur dans la promotion de ces innovations, en particulier dans un contexte de forte baisse des investissements dans les Greentech.

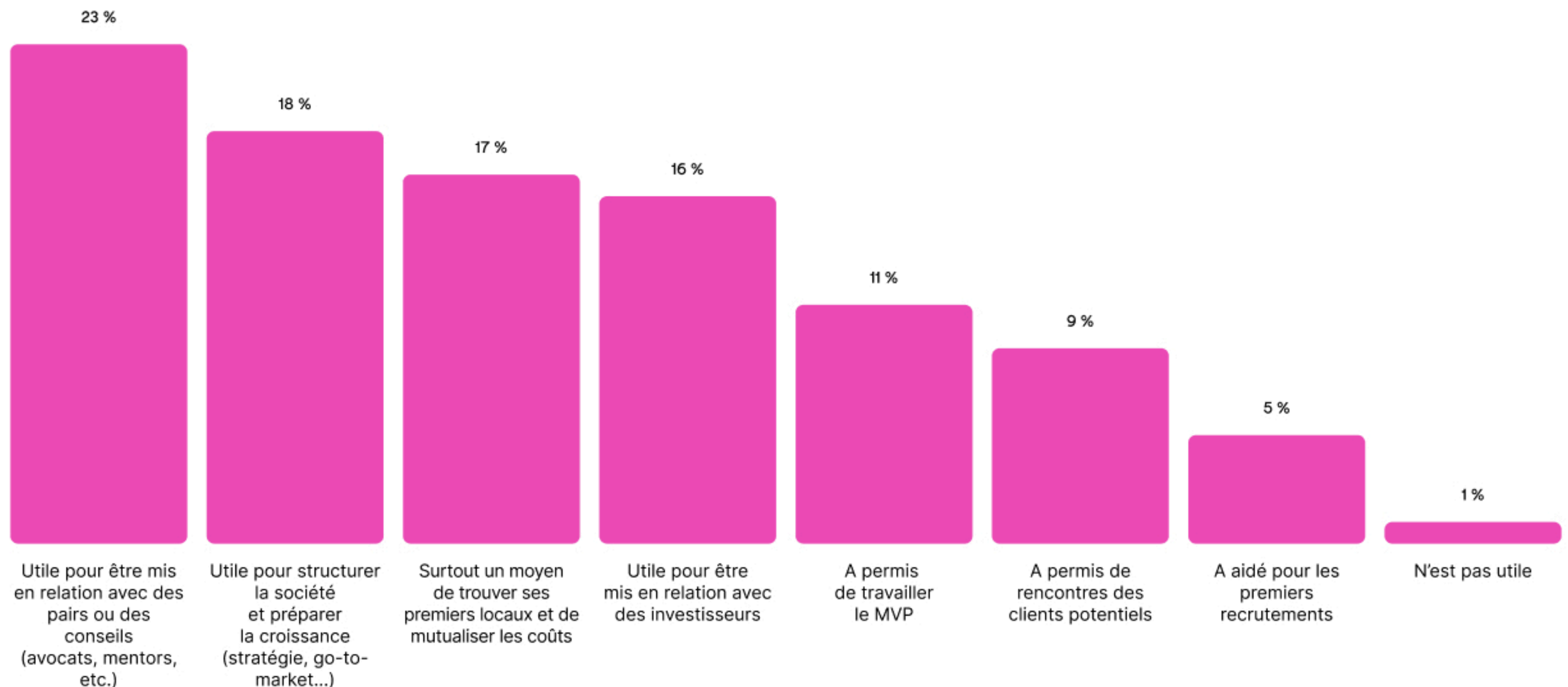
Les structures d'accompagnement : un levier pour l'émergence des start-up et l'amorçage de projets

Être accompagné fait la différence :

70 % des start-up accompagnées restent **actives cinq ans après leur création**, contre 50 % pour celles sans accompagnement.

98 % des start-up accompagnées confirment la valeur de cet appui.

L'utilité des structures d'accompagnement pour les start-up



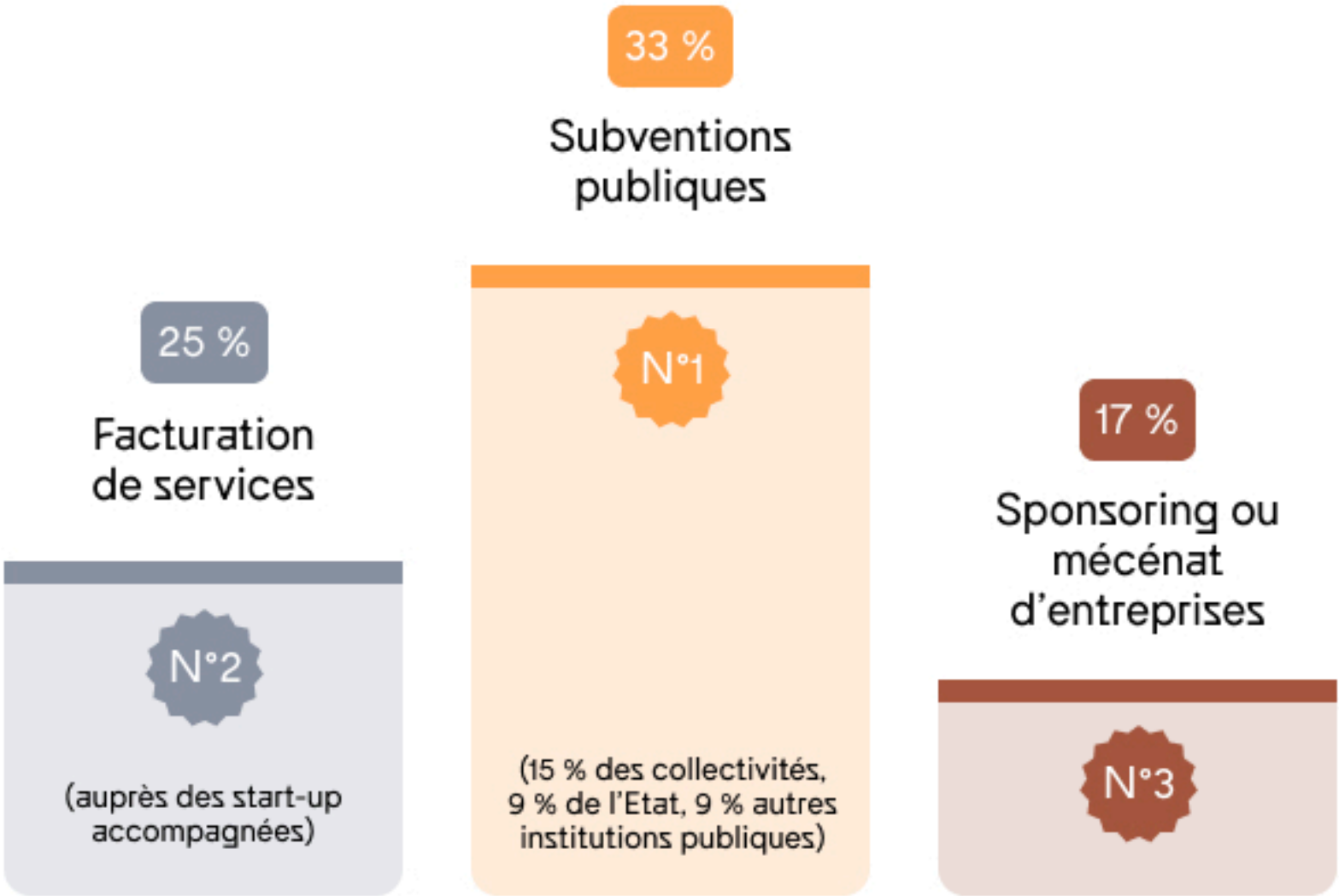
PAROLE AUX ACCOMPAGNATEURS

« La professionnalisation et la spécialisation des offres des structures d'accompagnement attirent de plus en plus d'entrepreneurs. Les 450 incubateurs, accélérateurs et start-up studios français sont les premières personnes de confiance vers qui les entrepreneurs se tournent pour tester, valider et accélérer le développement de leur projet. Véritables colonnes vertébrales de l'innovation, ces structures représentent une immense somme de ressources pour soutenir les projets dans les premières étapes. Les réseaux de mentors, qui peuvent eux-mêmes être des entrepreneurs à succès, les expertises (financières, juridiques, technologiques...), les espaces de travail offerts et les écosystèmes de partenaires (grands groupes, fonds d'investissement...) permettent souvent aux fondatrices et fondateurs de lancer leur activité dans les meilleures conditions et, ainsi, d'augmenter les taux de succès. »

Jérôme Masurel, fondateur de 50 Partners, board member de France Digitale

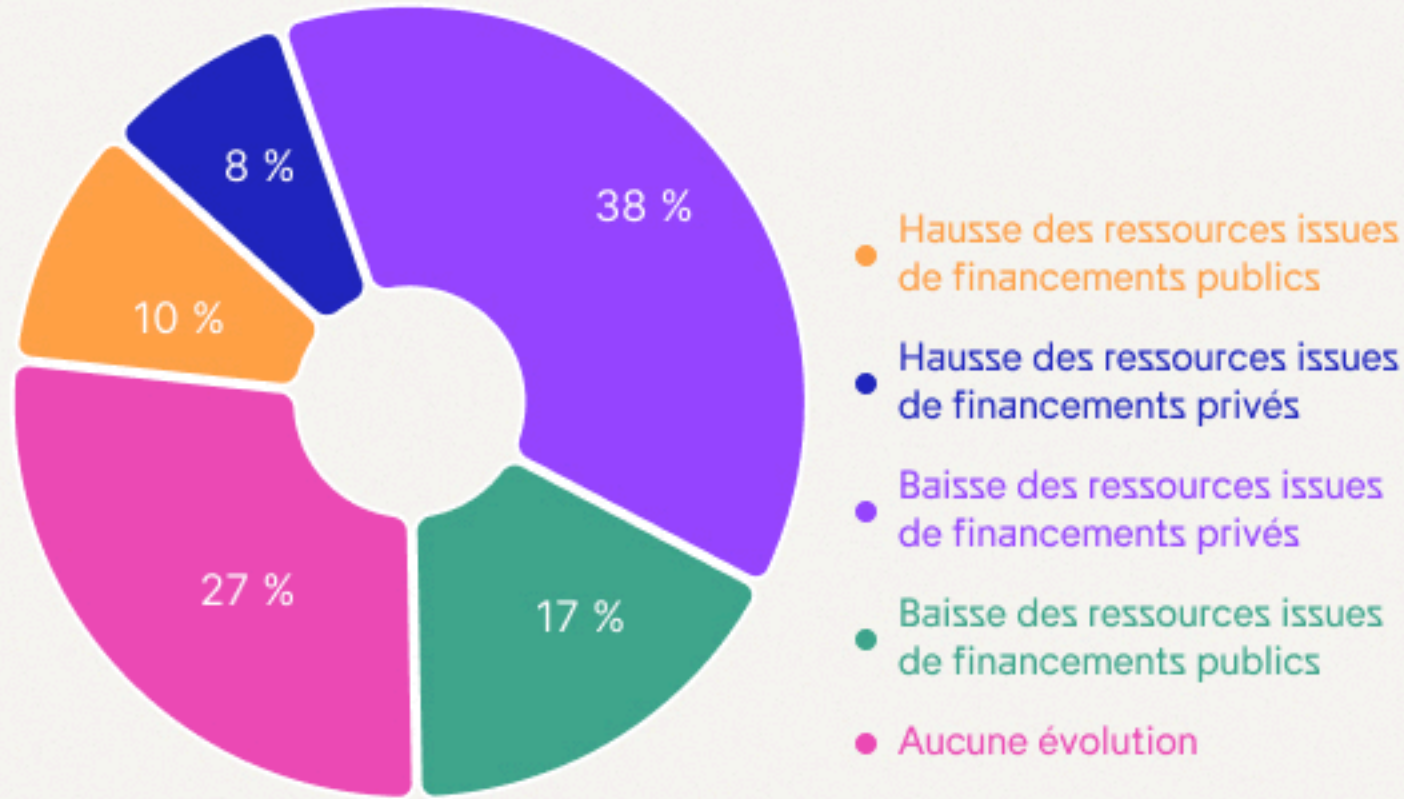
Un écosystème face à la baisse de ressources

Sources de financement des structures d'accompagnement



L'écosystème s'appuie sur un équilibre entre autonomie financière - nourrie notamment par des prestations pour les grands groupes (8 %), le financement apporté par les écoles (6 %) et la prise de participation au capital des start-up accompagnées (2 %) - et une dépendance aux soutiens publics, en particulier locaux.

Evolution des ressources au cours des 12 derniers mois



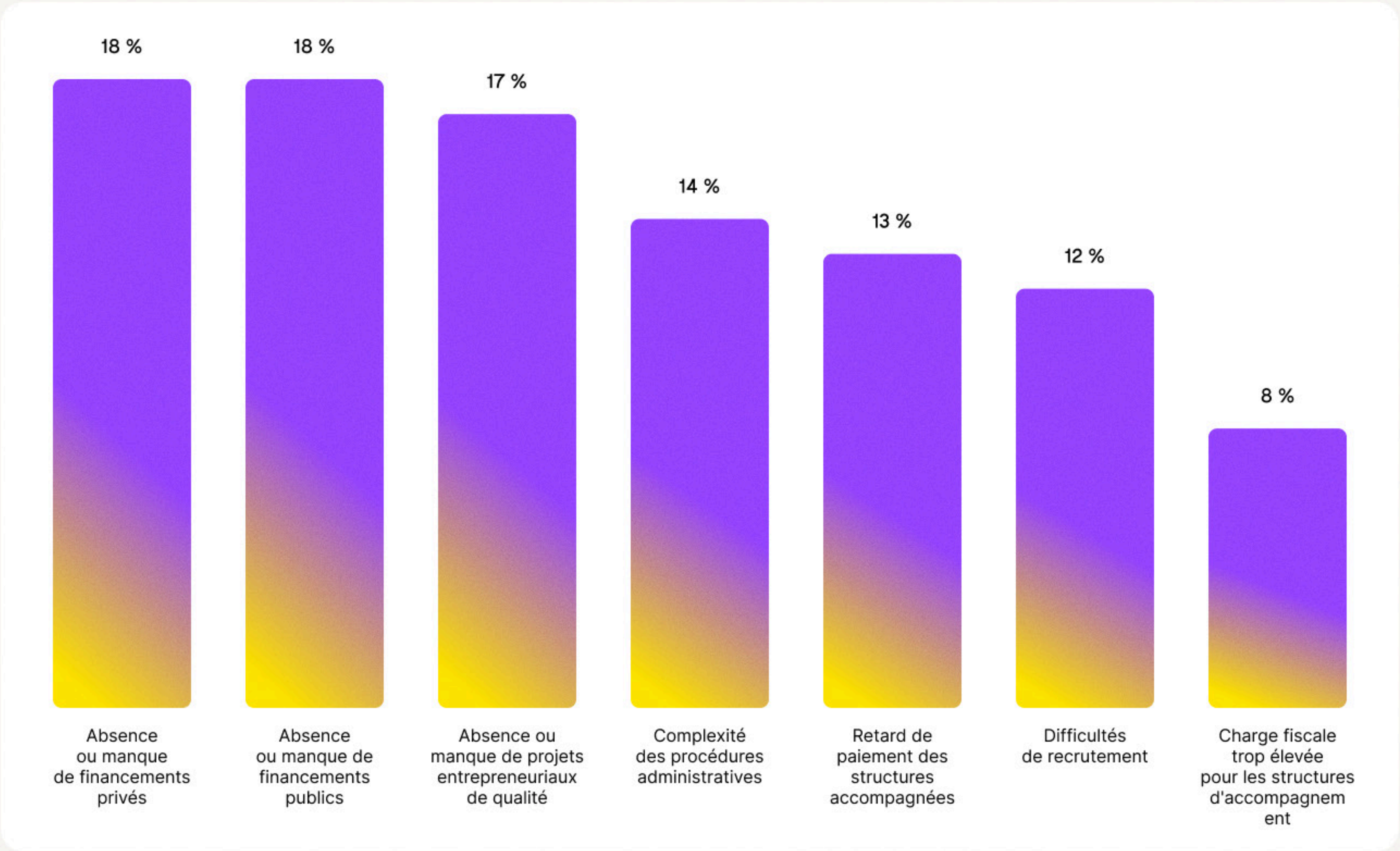
Les structures d'accompagnement ne sont pas épargnées par la conjoncture : 55 % des structures ont observé une baisse de leurs ressources au cours des derniers mois, en particulier pour celles issues de financements privés, ce qui a un effet direct sur la capacité d'accompagnement de nouvelles start-up. Les structures dont les ressources baissent ont réduit le nombre de start-up accompagnées d'environ -32 %, alors que celles dont les ressources sont stables ou augmentent ont vu le nombre de start-up accompagnées augmenter de +42 %.

PAROLE AUX ACCOMPAGNATEURS

« Ce baromètre met en lumière la résilience des structures d'accompagnement françaises : deux-tiers des structures interrogées s'estiment solides sur le plan financier, voire très solides pour un quart d'entre elles. Cette tendance se traduit par une projection d'augmentation des effectifs dans près de 9 % des structures. Cependant, les structures d'accompagnement ne sont pas épargnées par la conjoncture actuelle et la baisse des financements. En effet, plus d'une structure sur deux fait aujourd'hui face à une baisse de ressources et une structure sur cinq déclare être faiblement solide sur le plan financier. Cette situation force les incubateurs à refondre leur offre de services (26 %), à transformer leur business model (19 %) ou encore à augmenter les frais d'accompagnement (7 %). N'oublions pas que sans incubateurs, le cercle de l'innovation se brise : les fonds d'investissement, déjà sélectifs, hésiteront à financer des projets moins matures. Les grands groupes, en quête d'innovation, se tourneront vers des entreprises étrangères, mieux accompagnées. Résultat : la France perdra des pépites technologiques et des emplois qualifiés. »

Feyrouz Tripotin, co-présidente de La Boussole des Entrepreneurs, directrice adjointe KEDGE Entrepreneurship, board member de France Digitale

Les défis que vont devoir relever les structures d'accompagnement dans les 12 prochains mois

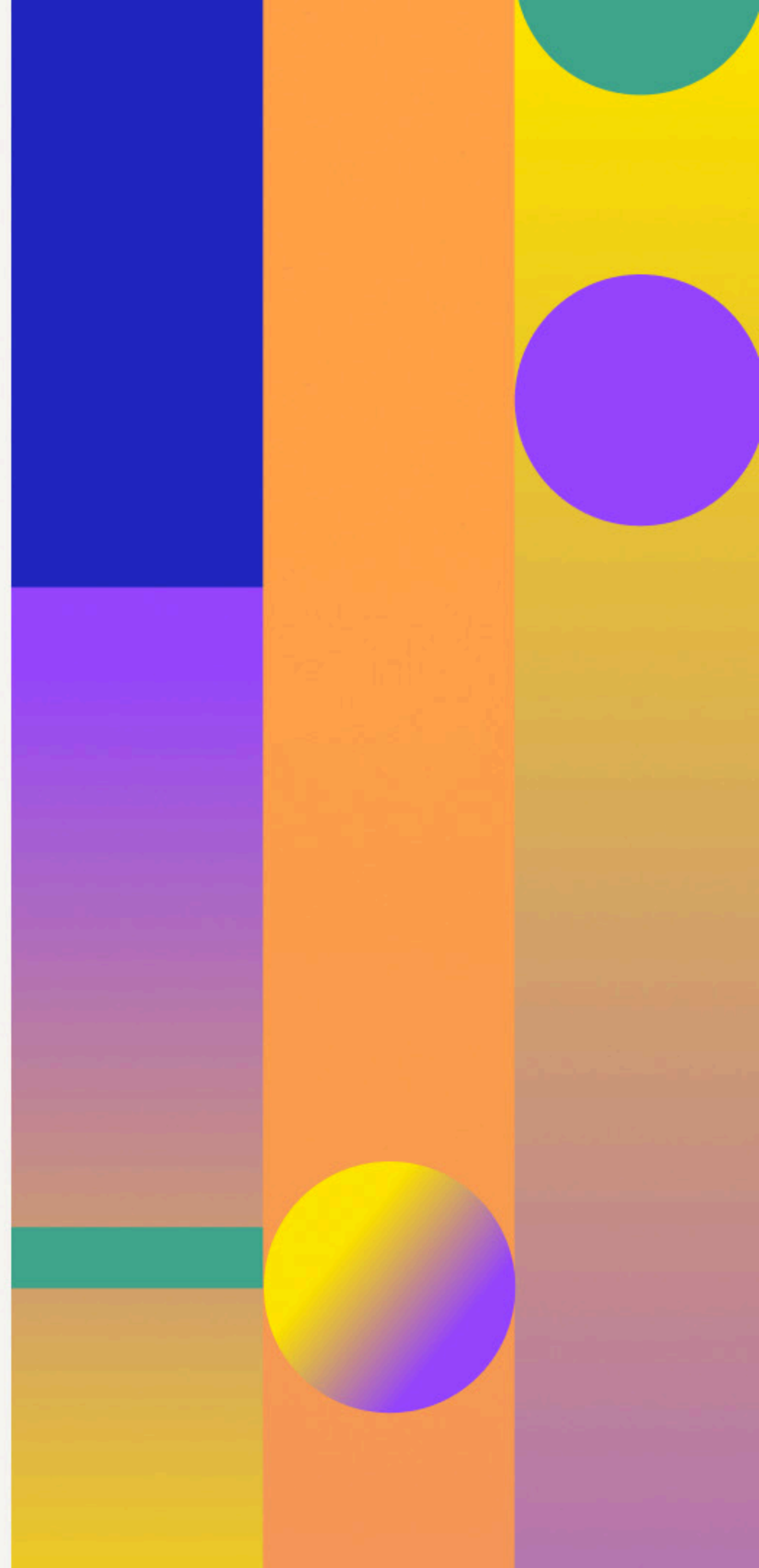


Dans les 12 prochains mois, les incubateurs identifient plusieurs défis majeurs à relever pour accompagner efficacement les start-up. En premier lieu, l'absence ou le manque de financement, qu'il soit privé ou public, constitue le principal obstacle à franchir, et est partagé par 36 % des incubateurs.

Les incubateurs anticipent également un manque de projets entrepreneuriaux de qualité (17 %), qui risque d'impacter directement leur mission. Cette inquiétude, identifiée aussi par 16 % des VCs interrogés, est une tendance nouvelle, **confirmée notamment par la baisse nette du nombre de start-up créées en Ile-de-France dans les 12 derniers mois.**

5

Ces grandes tendances
qui vont avoir un impact
sur l'écosystème



Le contexte économique et politique national est une vraie source d'inquiétude pour l'écosystème d'innovation français

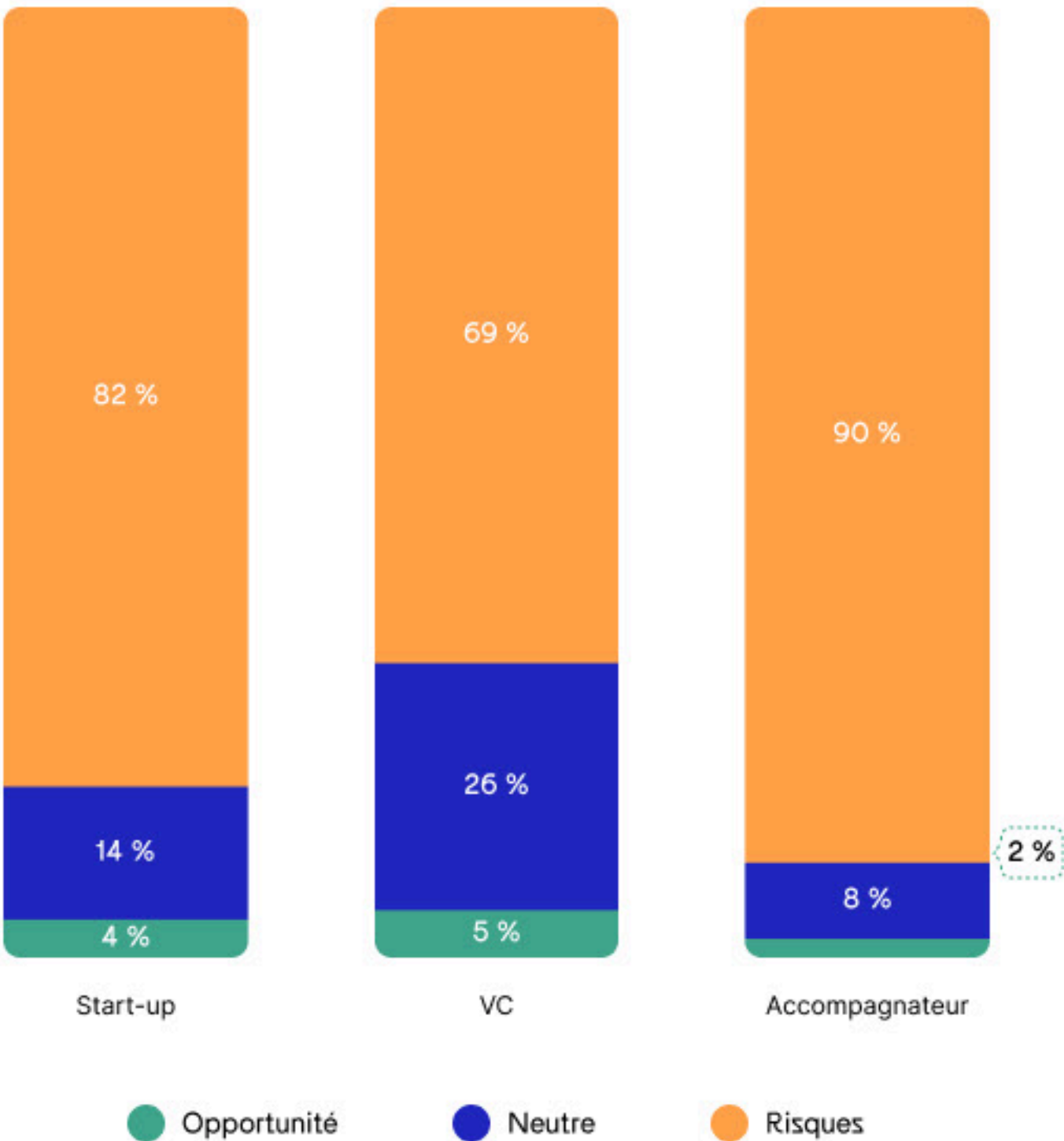
Le contexte économique et politique national est vu, par l'ensemble de l'écosystème, comme un risque plus élevé que le contexte économique et géopolitique mondial.

Portés par leurs craintes sur de potentiels nouveaux arbitrages défavorables dans le prochain projet de loi de finances pour 2026, 90 % des incubateurs jugent la baisse des dépenses publiques comme un risque, suivis par 82 % des start-up.

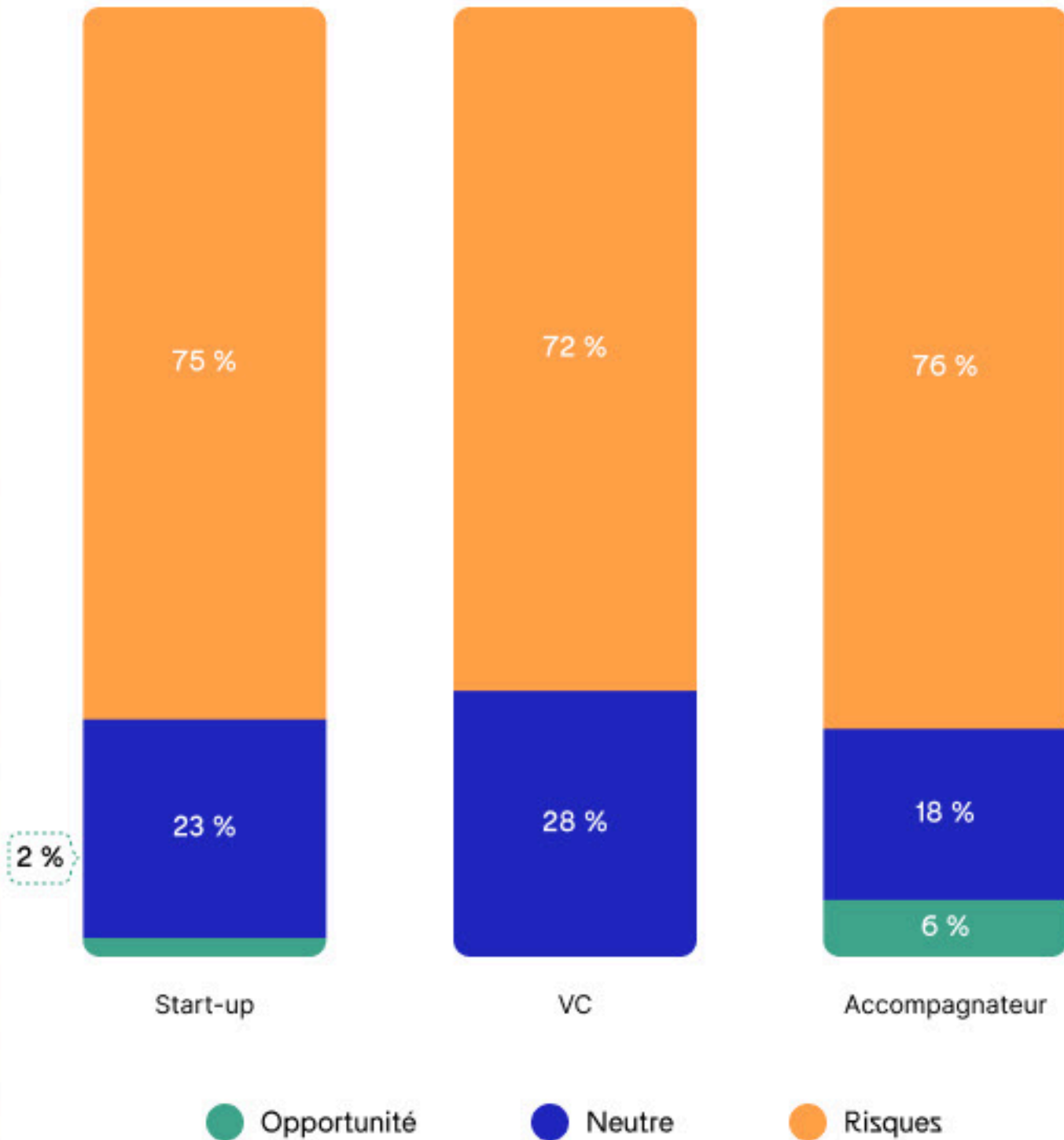
La raréfaction des financements publics fragilise d'autant plus l'écosystème de l'innovation lorsqu'il est dépendant de l'Etat dans le déploiement de ses services, comme c'est par exemple le cas dans le secteur de la santé.

Les start-up voient leur accès au marché directement lié à l'(in)capacité de l'Etat d'acheter des solutions d'innovation, pourtant sources d'économies à court ou moyen terme.

Opinion sur le contexte économique national (notamment la baisse des dépenses publiques liée au déficit élevé)



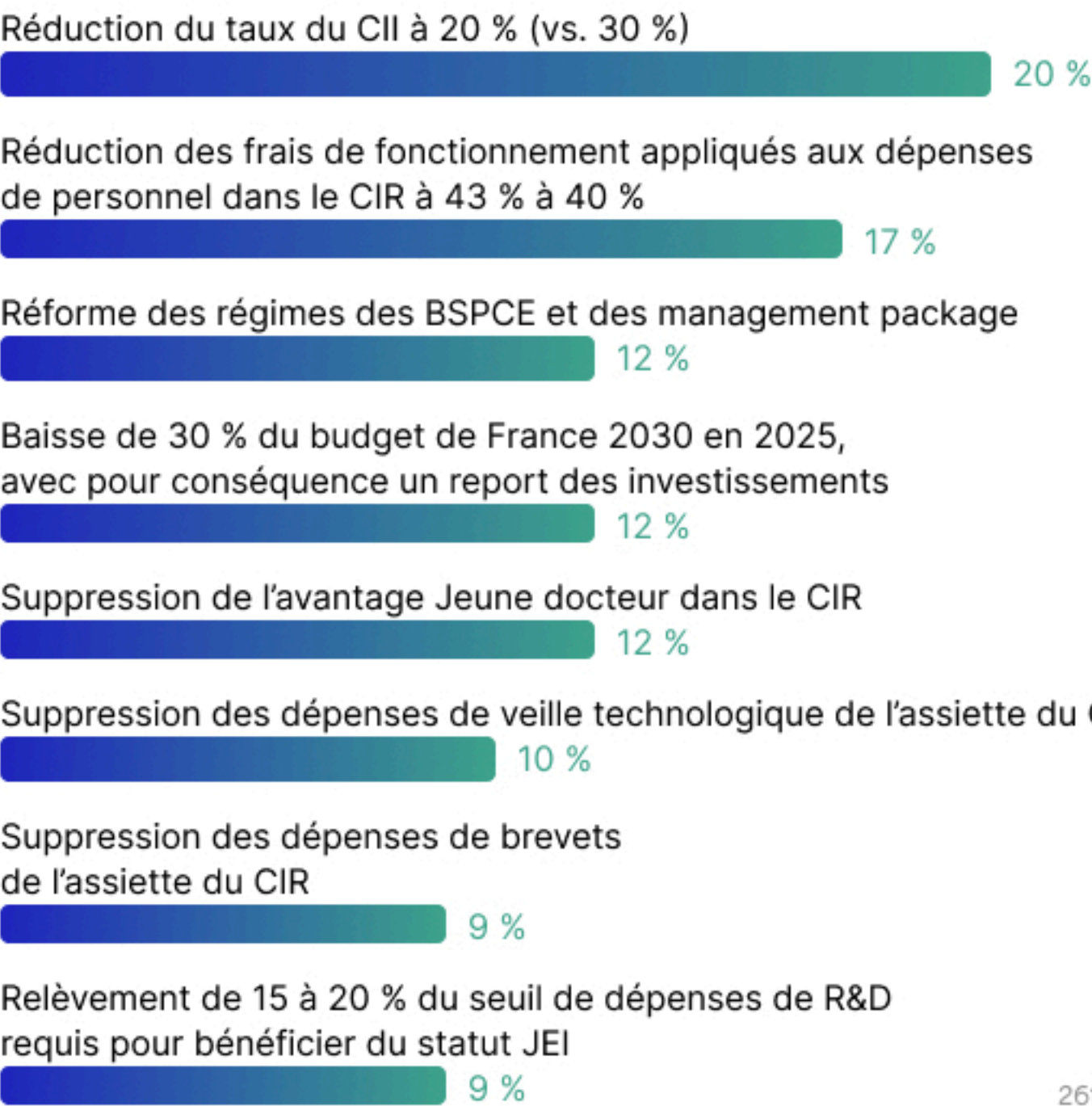
Opinion sur la situation politique nationale (absence de majorité à l'Assemblée nationale, pré-campagne pour 2027, etc.)



PLF 2025 : un impact lourd et immédiat sur les start-up

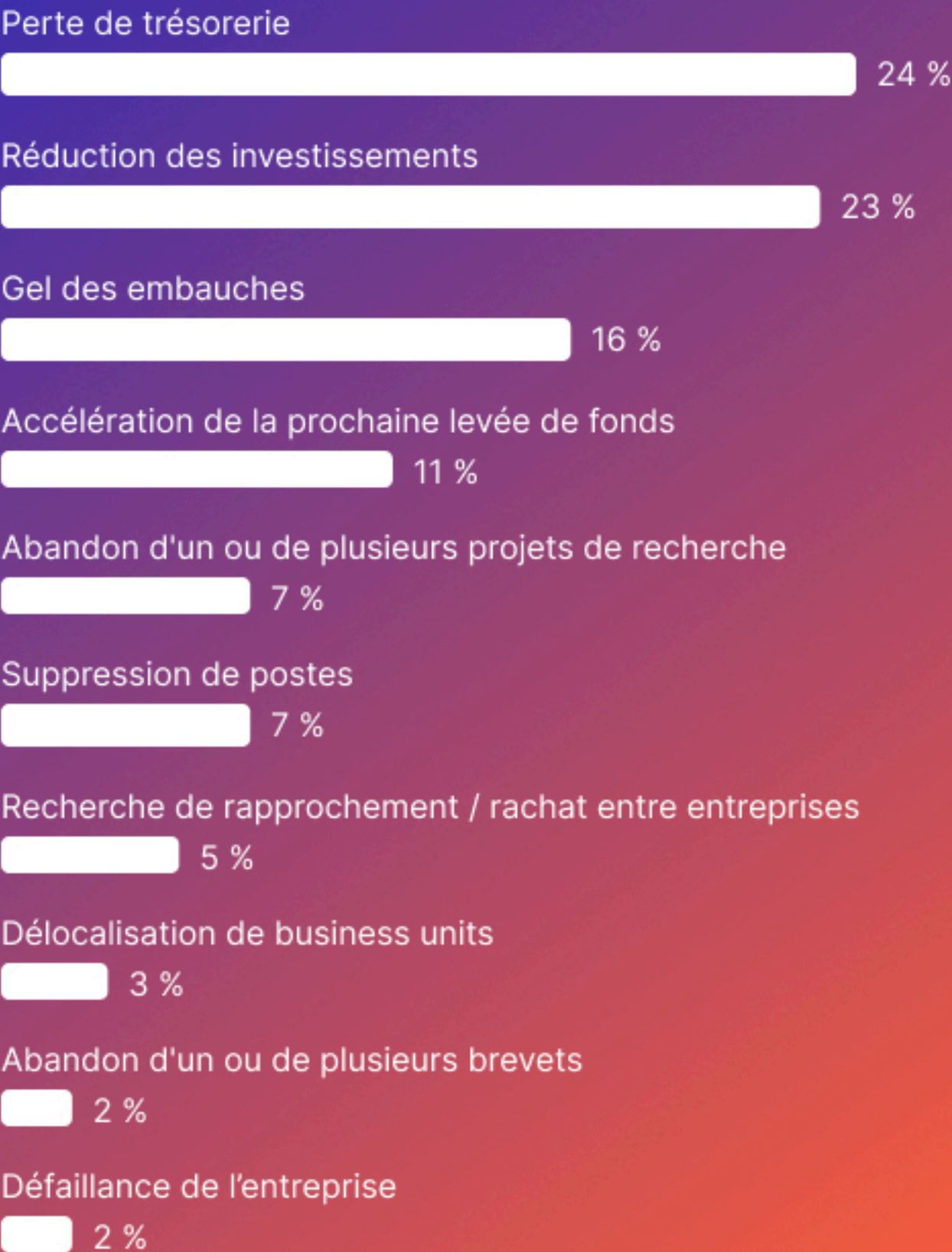
Six mois après l'adoption de la loi de finances pour 2025, les start-up subissent de plein fouet les coupes dans plusieurs dispositifs de soutien à l'innovation, freinant ainsi leurs capacités d'investissement et de recrutement.

Les mesures du PLF 25 qui ont le plus touché les start-up



261 répondants

6 mois après la mise en oeuvre de ces mesures, celles-ci se sont déjà traduites par :



199 répondants

FDÉCODEUR

PLF 2026 : l'alerte de l'écosystème

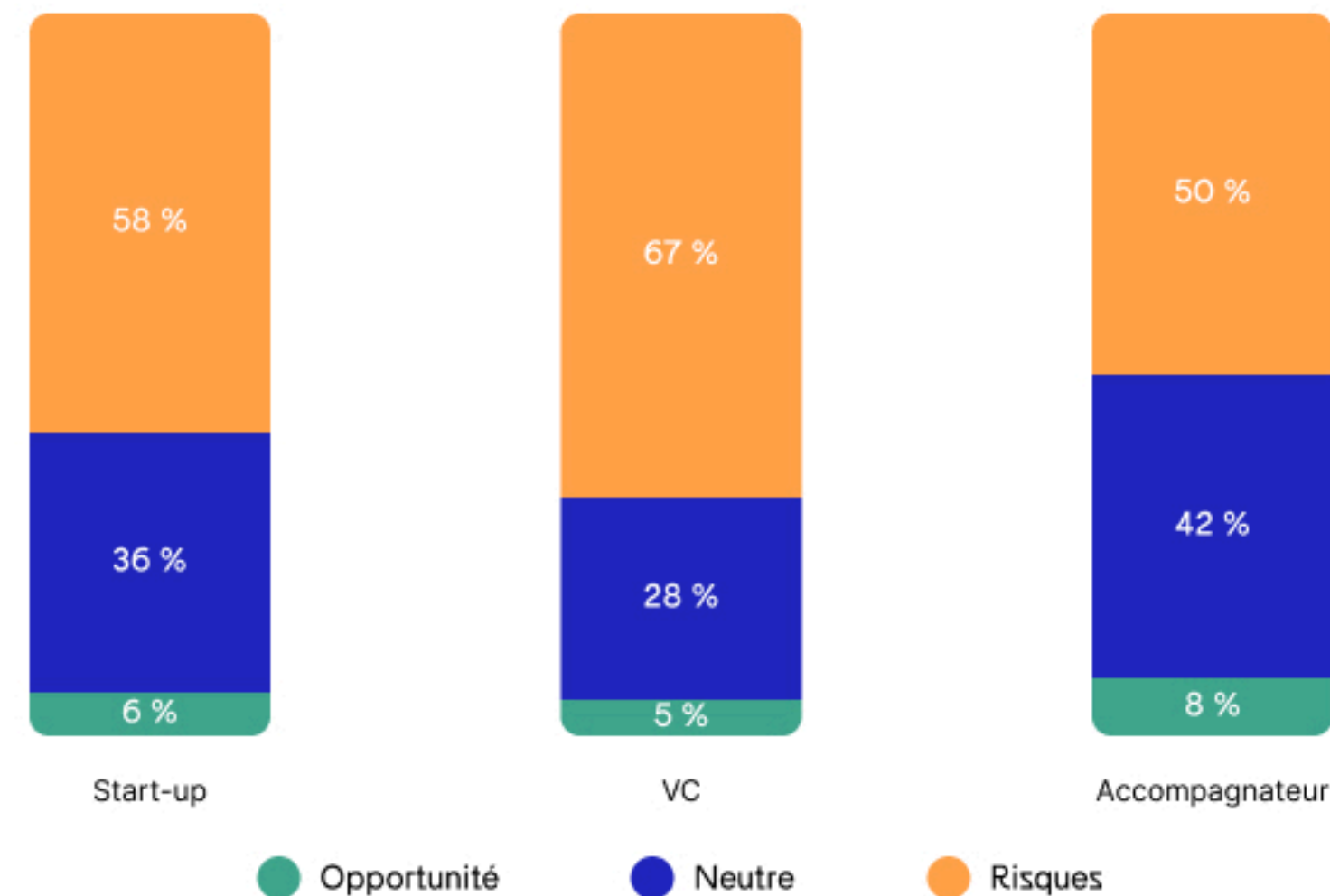
Le poids de la dette pèse sur notre croissance, notre capacité à attirer de nouveaux investissements et à être souverains. Il est donc impératif d'offrir au pays de nouvelles marges de manœuvre pour investir dans sa défense, la transition écologique et tous les secteurs clés de notre économie.

Toutefois, demander de nouveaux efforts aux start-up reviendrait à sacrifier le peu de croissance qui nous reste. Dans le contexte géopolitique et économique actuel, maintenir la confiance est clé si nous voulons que la France demeure une terre attractive pour l'innovation et dispose de toutes les cartes en main pour asseoir sa compétitivité et son autonomie stratégique.

Il est donc vital que l'innovation soit préservée dans le prochain budget. Un nouvel affaiblissement des dispositifs clés (CIR, CII, JEI, IR-PME, BSPCE...), associé à la création d'une taxe assise sur les actifs productifs et créateurs de valeur comme les start-up et PME innovantes, viendrait signer la fin de l'innovation en France.

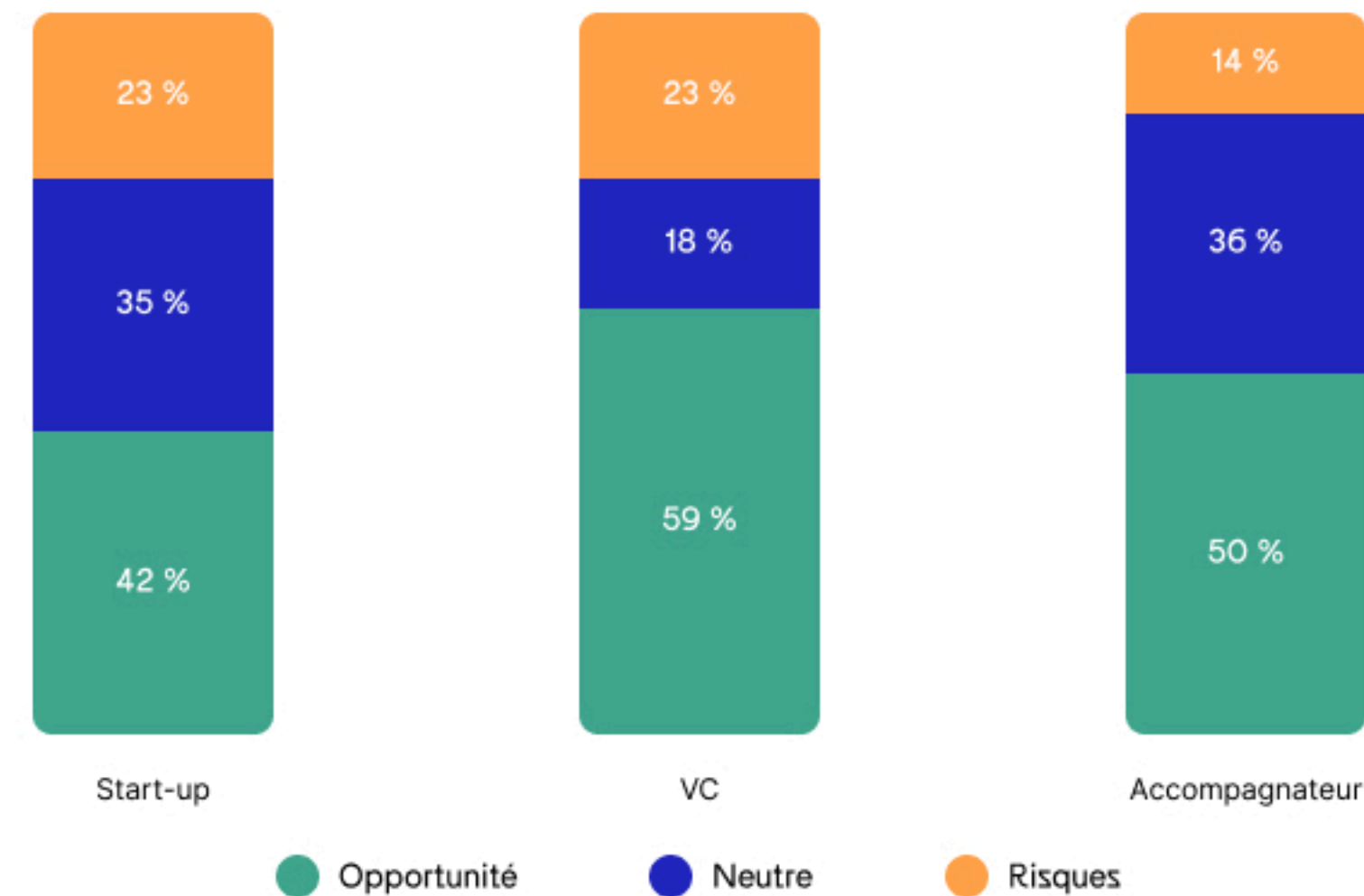
L'écosystème face à un contexte géopolitique et économique incertain

Le contexte économique mondial, un risque élevé pour l'écosystème



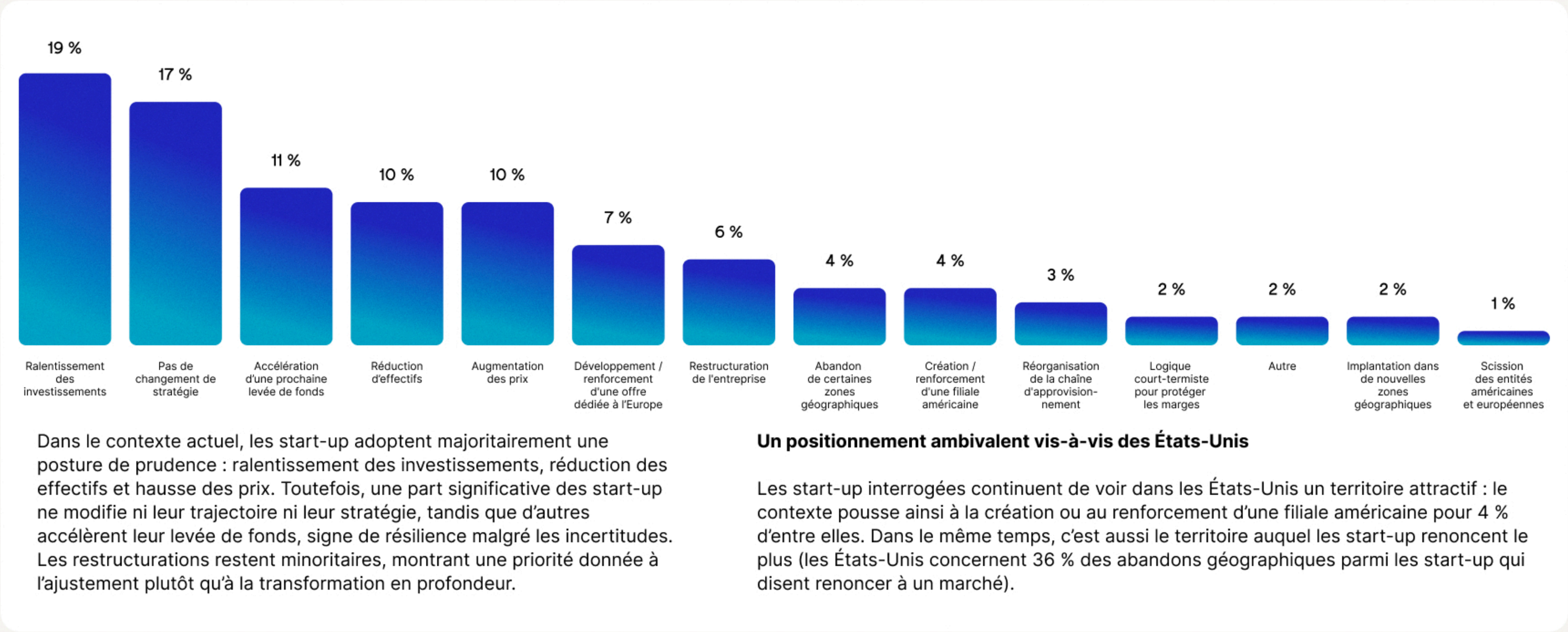
Au cours des six derniers mois, l'écosystème a évolué dans un environnement géopolitique et économique mondial particulièrement instable, marqué par de nombreuses incertitudes sur les droits de douane, de la riposte européenne à l'unilatéralisme américain ou encore du renforcement de la défense en Europe. Les start-up cherchent à contenir leurs inquiétudes face aux risques d'isolement commercial et de ralentissement de leur internationalisation, tandis que les investisseurs s'emploient à préserver l'attractivité de la France et de l'Europe face à la concurrence étrangère.

La souveraineté : source d'opportunités pour les entreprises européennes ?



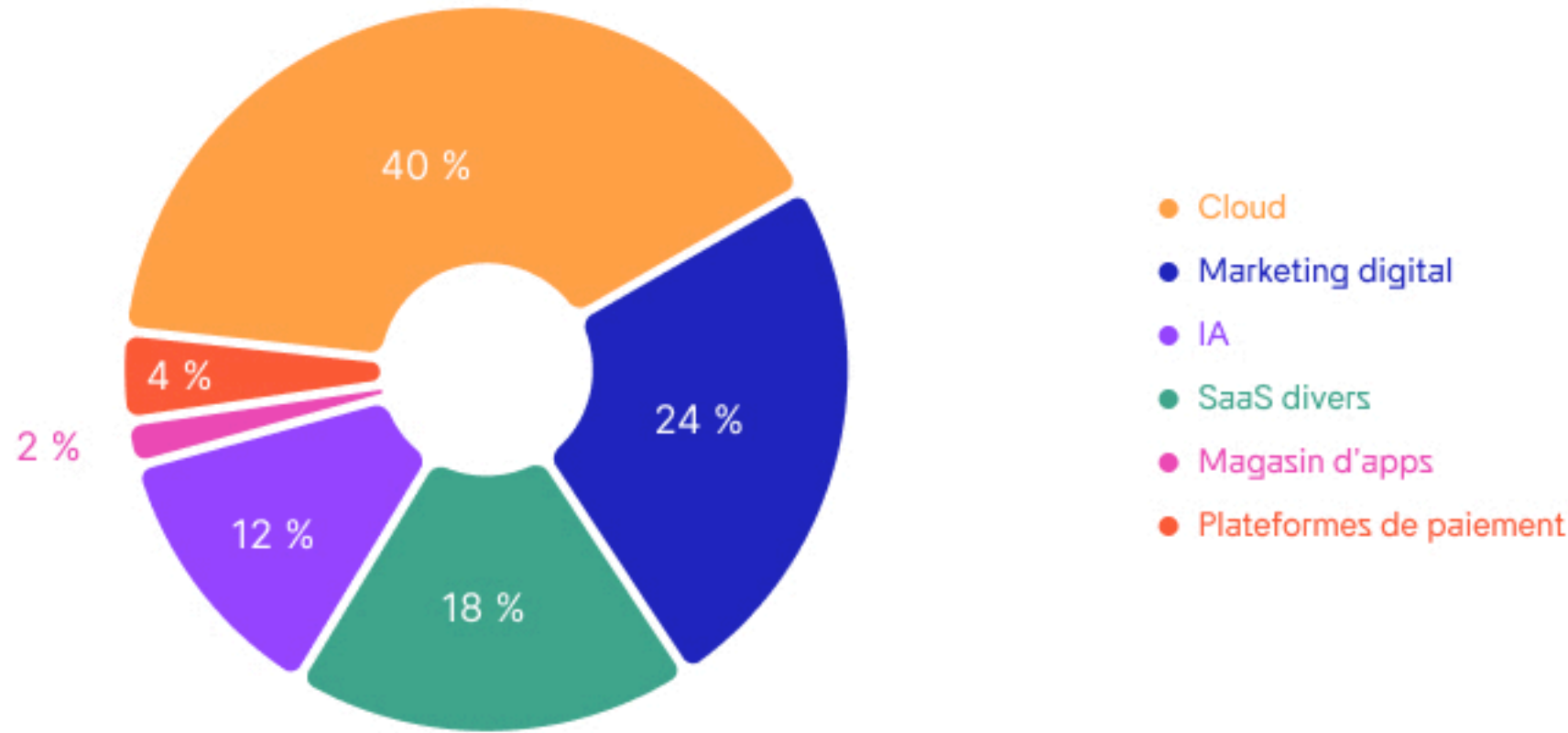
L'écosystème est partagé lorsqu'il s'agit d'identifier la souveraineté comme source d'opportunités ou de risques, à l'image de la complexité de cette notion. Si une réforme de la commande publique en vue d'insérer de la préférence européenne dans l'achat public peut indéniablement être vue comme une source d'opportunités, la mise en œuvre de telles mesures est complexe, en particulier dans le secteur technologique. Les start-up sont très exposées aux fournisseurs de solutions technologiques extra-européennes: si demain, les appels d'offres publics étaient conditionnés au recours à une infrastructure 100 % européenne, cette mesure pourrait être très bénéfique à l'écosystème tech européen à moyen terme, mais nécessiterait une bascule opérationnellement lourde et des coûts d'investissements élevés.

Le désordre économique mondial : quel impact sur les stratégies des start-up ?



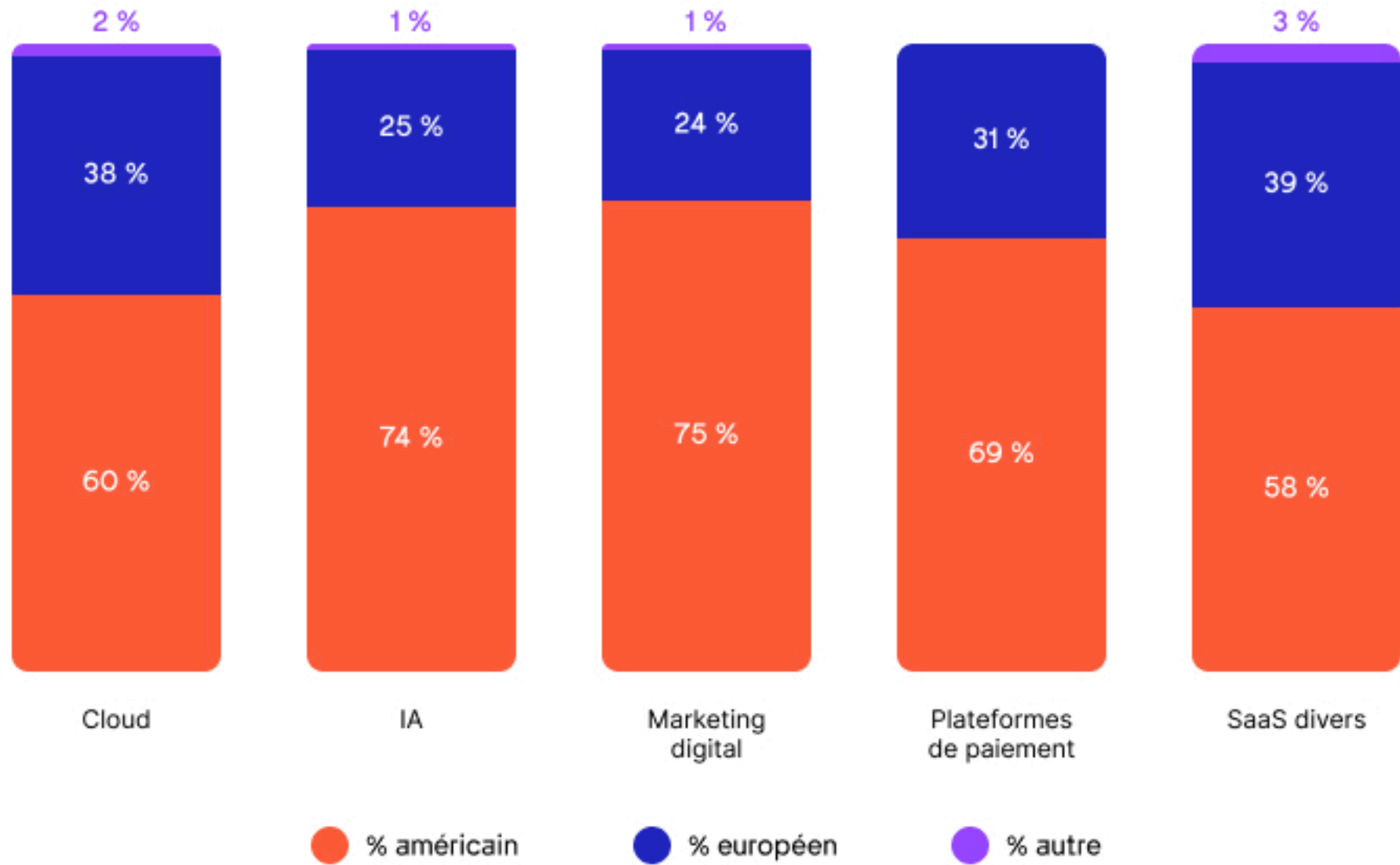
Les start-up restent très exposées aux fournisseurs IT américains

Dépenses IT moyennes par entreprise



Le cloud est de loin la première source de dépenses IT des start-up (40 %), devant le marketing digital (24 %) et l'IA (12 %). Ce poste est la base technique incontournable pour le fonctionnement des outils digitaux. Les prestataires américains dominent largement la fourniture d'outils et d'infrastructures technologiques pour les start-up (plus de 70 % dans l'IA ou le marketing digital). Dans le cloud, la tendance est plus mesurée : les fournisseurs européens représentent près de 38 % du total des dépenses de cloud des start-up interrogées. Une tendance à suivre dans les prochains mois, alors que des initiatives publiques - comme l'instauration d'une préférence européenne dans la commande publique - ou associatives - Eurostack et la mobilisation de France Digitale par exemple - visent à renforcer le recours à des fournisseurs technologiques européens.

Origine géographique des fournisseurs de solutions IT



Et l'IA dans tout ça ?

L'IA représente 12 % des dépenses IT des start-up. Pour 81 % des start-up interrogées, l'IA permet des gains de productivité (contre 10 % qui ne voient aucun gain de productivité, et 9 % qui n'ont pas intégré l'IA). Le recours à l'IA crée une remise en question du produit ou service dans 54 % des start-up, dont 19 % de manière radicale.

Ce baromètre a été réalisé sur la base des réponses collectées par France Digitale et EY entre le 7 mai et le 4 juillet 2025 auprès de 500 start-up, 50 fonds de capital-risque et 50 structures d'accompagnement.

Les start-up répondent aux critères suivants :

- Avoir son siège social en France ou au moins 50 % de ses effectifs basés en France ;
- Être non cotée ou cotée depuis moins de 5 ans ;
- Développer un produit ou service innovant dans le secteur technologique.

Les données financières présentées dans ce baromètre portent sur les exercices 2023 et 2024.

Les données relatives à l'emploi dans les start-up ont pour sources Motherbase et le baromètre de l'emploi des start-up en France de Numeum et Motherbase.

Les données relatives aux montants levés par les start-up en 2023, en 2024 et au premier semestre 2025 sont issues du Baromètre du capital-risque en France de EY.



Merci à...

Franck Sebag

Managing Partner & Fast Growing Companies Leader

✉ franck.sebag@fr.ey.com

Emmanuelle Ratsimialavahoaka

Partner EY & Associés

✉ emmanuelle.ratsimialavahoaka@fr.ey.com

Fabrice N'Tamack

Auditeur financier

✉ fabrice.ntamack@fr.ey.com

À propos d'EY

EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Ensemble pour créer un futur riche d'opportunités.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2025 - EY & Associés
Tous droits réservés.

SCORE N° 2025-076
ED None

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers. ey.com/fr



Merci à...

Marianne Tordeux Bitker

Directrice des affaires publiques

✉ marianne@francedigitale.org

Yann Boulay

Resp. des affaires publiques France

✉ yann@francedigitale.org

Lomeko Meite

Policy Analyst

À propos de France Digitale

Fondée en 2012, France Digitale est la plus grande association de start-up en Europe, avec plus de 2000 start-ups et investisseurs français. L'association se donne pour mission de faire émerger des champions européens du numérique en fédérant et en portant la voix de celles et ceux qui innovent pour changer la face du monde.

France Digitale est co-présidée par Frédéric Mazzella et Benoist Grossmann.

Merci également à...

Et enfin à...



Fondée en 2016 par Guillaume Buffet, Motherbase est une solution SaaS dédiée à l'identification et l'analyse d'écosystèmes d'innovation par l'IA. Basée sur des algorithmes développés par ses équipes en France, Motherbase aide les entreprises à automatiser leur sourcing de start-up, ainsi que leur veille stratégique. En septembre 2025, Motherbase suit et met à jour quotidiennement 200 000 acteurs de l'innovation, en Europe et dans le monde. motherbase.ai



Numeum est le syndicat patronal et la première organisation des professionnels du numérique en France, représentant près de 2 500 entreprises adhérentes (ESN, éditeurs de logiciels, plateformes et sociétés d'ingénierie et de conseil en technologies...) Présidé par Véronique Torner depuis juin 2023, il fait partie de la Fédération Syntec, qui constitue la deuxième branche représentative du MEDEF, aux côtés de Syntec Conseil, Syntec Ingénierie et Unimev. numeum.fr

Guillaume Buffet

Président de Motherbase et U Change
Président de la Communauté Start-up de Numeum

✉ g@uchange.co

Véronique Torner

Présidente de Numeum

✉ veronique.torner@alterway.fr